



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VIENNE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°86-2019-075

PUBLIÉ LE 16 JUILLET 2019

# Sommaire

## ARS NOUVELLE AQUITAINE DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA VIENNE

86-2019-05-20-012 - Arrêté actant la cessation définitive d'activité de l'EHPAD Sainte Anne -Salvert- 86440 MIGNE AUXANCES d'une capacité de 10 places à la demande du gestionnaire (2 pages)	Page 4
86-2019-05-14-005 - Arrêté actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD "Les Fougères" sis 1 allée des Fougères à Migné Auxances (86440) géré par le CCAS de Migné Auxances (4 pages)	Page 7
86-2019-05-14-007 - Arrêté actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD "Théodore Arnault" sis 10 rue Condorcet à Mirebeau (86110) (4 pages)	Page 12
86-2019-05-14-006 - Arrêté actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD Richelot Lassé sis Le Pré de la Maison à LUCHAPT (86430) géré par la Fondation Partage et Vie (4 pages)	Page 17
86-2019-05-20-014 - Arrêté modifiant l'arrêté du 10 avril 2018 actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD "Les Capucines" sis 16 avenue Jean Jaurès sis CIVRAY (86400) (4 pages)	Page 22
86-2019-05-20-013 - Arrêté modifiant l'arrêté du 10 avril 2018 actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD de Lusignan, de l'EHPAD de Montmorillon gérés par le CHU de Poitiers (4 pages)	Page 27
86-2019-05-20-015 - Arrêté modifiant l'arrêté du 12 janvier 2018 actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD Résidence d'Or sis 22 rue d'Ypres à Montmorillon(86500) géré par la SA "ORPEA" sis à PUTEAUX (92813) (4 pages)	Page 32

## DDCS86

86-2019-07-12-008 - Arrêté 077 portant agrément de Martine CAILLE en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM) exerçant à titre individuel (4 pages)	Page 37
86-2019-07-12-009 - Arrêté 078 portant agrément de Madame Valérie GAUTIER (née PAITREAULT) en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM) exerçant à titre individuel (4 pages)	Page 42
86-2019-07-12-010 - Arrêté 079 de Madame Marie-Laure GUIART en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM) exerçant à titre individuel (4 pages)	Page 47
86-2019-07-12-011 - Arrêté 080 portant agrément de Madame Nathalie RULIER en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM) exerçant à titre individuel (4 pages)	Page 52
86-2019-07-12-012 - Arrêté 081 portant agrément de Madame Marie THILLET en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM) exerçant à titre individuel (4 pages)	Page 57

## **Direction départementale des territoires**

86-2019-07-16-001 - ARRETE N° 2019-DDT-379 autorisant Madame RENOUD Judith à installer l'enseigne située 6 rue de la Libération sur la commune de Rouillé (2 pages) Page 62

## **Préfecture de la Vienne**

86-2019-06-28-009 - Arrêté 2019/CAB/266 en date du 04/07/2019 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur le site du débit de tabac le SNC « LE SAINT ÉLOI » 69 route de Bonneuil Matours 86180 BUXEROLLES (4 pages) Page 65

86-2019-07-04-022 - Arrêté 2019/CAB/267 en date du 04/07/2019 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur le site de la SARL BOUCHET - Laverie Libre Service 95 rue des Amandiers 86180 BUXEROLLES (4 pages) Page 70

86-2019-07-04-023 - Arrêté 2019/CAB/268 en date du 04/07/2019 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur le site de la SARL PSI-CH - DOMINO'S PIZZA 55 avenue du Président WILSON 86100 CHATELLERAULT (4 pages) Page 75

86-2019-07-04-021 - Arrêté 2019/CAB/269 en date du 04/07/2019 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur le site de la DSC SOFRA-BOUTIQUES 1 rue du Dr Luc Montagnier CS 60669 86106 CHATELLERAULT (4 pages) Page 80

86-2019-07-04-020 - Arrêté 2019/CAB/270 en date du 04/07/2019 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur le site de la SNC GALLAIS GUIERCHE 25 place Émile ZOLA 86100 CHATELLERAULT (4 pages) Page 85

86-2019-07-04-019 - Arrêté 2019/CAB/271 en date du 04 juillet 2019 autorisant le renouvellement d'un système de vidéo-protection sur le site de EFFIA Stationnement 2 boulevard Sadi Carnot 86100 CHATELLERAULT (4 pages) Page 90

86-2019-07-08-006 - Arrêté n°2019-DCL-BER-343 en date du 8 juillet 2019 portant création et utilisation d'une plateforme réservée aux montgolfières sur le territoire de la commune de ASNIERES-SUR-BLOUR au lieu dit "La prairie du château". (4 pages) Page 95

86-2019-07-08-005 - Arrêté n°2019-DCL-BER-344 en date du 8 juillet 2019 portant création et utilisation d'une plate-forme réservée aux montgolfières sur le territoire de la commune de Vouneuil-sur-Vienne au lieu dit "L'Ile Corbet" (4 pages) Page 100

86-2019-07-16-002 - Décision 2019/4 du directeur régional à POITIERS portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative (76 pages) Page 105

## **Sous préfecture de MONTMORILLON**

86-2019-07-15-002 - Arrêté n° 2019/SPM/45 en date du 15 juillet 2019 portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Civraisien en Poitou (8 pages) Page 182

ARS NOUVELLE AQUITAINE DELEGATION  
DEPARTEMENTALE DE LA VIENNE

86-2019-05-20-012

Arrêté actant la cessation définitive d'activité de l'EHPAD  
Sainte Anne -Salvert- 86440 MIGNE AUXANCES d'une  
capacité de 10 places à la demande du gestionnaire

*Arrêté actant la cessation définitive d'activité de l'EHPAD Sainte Anne -Salvert- 86440 MIGNE  
AUXANCES*

**ARRETE ARS/DGAS N° 2019-A-DGAS-DHV-SE-0170**

du **20 MAI 2019**

Actant la cessation définitive d'activité de l'EHPAD  
« Sainte Anne » - Salvart – 86440 MIGNE-AUXANCES  
d'une capacité de 10 places à la demande du  
gestionnaire

**Le Directeur général de l'Agence Régionale  
de Santé Nouvelle-Aquitaine**

**Le Président du Conseil départemental  
de la Vienne**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 313-1 à L. 313-27 et R. 313-1 à R. 313-34 relatifs aux droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

**VU** la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

**VU** l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé (ARS) et les unions régionales de professionnels de santé (URPS) à la nouvelle délimitation des régions ;

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des ARS ;

**VU** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les ARS à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des URPS regroupant les infirmiers ;

**VU** le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de M. Michel LAFORCADE en qualité de directeur général de l'ARS Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes ;

**VU** le décret n° 2016-1267 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** le Schéma départemental de l'autonomie 2015-2019 adopté par délibération du Conseil Général le 19 décembre 2014 ;

**VU** l'arrêté du 18 juillet 2018 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, portant adoption du projet régional de santé (PRS) Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** le schéma régional de santé du projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** l'arrêté du 23 octobre 2018 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, relatif au programme Interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** le règlement départemental d'aide sociale de la Vienne ;

**VU** la décision du 21 janvier 2019 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature ;

**VU** l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Général de la Vienne n° 2004-DISS/SE- 147 en date du 25 novembre 2004 portant régularisation d'un Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes à Migné-Auxances géré par la Congrégation des Sœurs de Sainte Philomène d'une capacité de 10 places ;

**CONSIDERANT** le courrier du gestionnaire en date du 8 juin 2017 dans lequel il renonce avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2017 à l'autorisation de l'EHPAD « Sainte Anne » - Salvert à Migné-Auxances, compte tenu des exigences réglementaires qui s'imposent aux E.H.P.A.D ;

**CONSIDERANT** que cette structure de 10 places a été autorisée en tant qu'EHPAD sans convention tripartite pluriannuelle et sans financement de soins ;

**SUR** proposition conjointe de la directrice de la délégation départementale de la Vienne de l'ARS Nouvelle-Aquitaine et du Directeur Général des services du Département de la Vienne ;

## ARRETEMENT

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : A la demande du gestionnaire, la cessation définitive de l'activité de l'EHPAD « Sainte Anne » - Salvert à Migné-Auxances sollicitée par la Congrégation des Sœurs de Ste Philomène – Communauté de Salvert – Route de Chardonchamp à Migné-Auxances représentée par la Supérieure Générale, est actée à la date du 1<sup>er</sup> septembre 2017. Cette cessation d'activité entraîne la fermeture définitive de l'EHPAD à la même date.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine et au recueil des actes administratifs du Département de la Vienne

Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, il pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS et du Président du Conseil Départemental de la Vienne,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.
- Ce recours peut également être exercé par voie électronique avec une saisine du tribunal administratif par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Bordeaux, le **20 MAI 2019**

La Directrice générale adjointe  
de l'Agence Régionale de Santé  
Nouvelle-Aquitaine

  
Hélène JUNQUA

Le Président du Conseil Départemental  
de la Vienne

  
Bruno BELIN

ARS NOUVELLE AQUITAINE DELEGATION  
DEPARTEMENTALE DE LA VIENNE

86-2019-05-14-005

Arrêté actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD  
"Les Fougères" sis 1 allée des Fougères à Migné Auxances  
(86440) géré par le CCAS de Migné Auxances

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale  
de Santé Nouvelle-Aquitaine**

**Le Président du Conseil Départemental  
de la Vienne**

**ARRETE ARS/DGAS n°2019-A-DGAS-DHV-SE-0174**

du 14 MAI 2019

Actant le renouvellement d'autorisation de  
l'E.H.P.A.D « Les Fougères » sis 1 allée des  
Fougères à Migné-Auxances (86440) géré par le  
Centre Communal d'Action Sociale de Migné-  
Auxances,

**VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-8 et D. 312-197 à D. 312-206 relatifs à l'évaluation, et ses articles L. 313-1 à L. 313-27 et R. 313-1 à R. 313-34 relatifs aux droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;

**VU** la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, notamment son article 80 ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

**VU** la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

**VU** l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé (ARS) et les unions régionales de professionnels de santé (URPS) à la nouvelle délimitation des régions ;

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des ARS ;

**VU** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les ARS à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des URPS regroupant les infirmiers ;

**VU** le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de M. Michel LAFORCADE en qualité de Directeur Général de l'ARS Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes ;

**VU** le décret n° 2016-1267 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** les circulaires DGCS/SD5C/2011/398 du 21 octobre 2011 et DGCS/SD5C/2013/427 du 31 décembre 2013, relatives aux évaluations des activités et de la qualité des prestations délivrées dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux ;



**VU** l'arrêté du 17 juillet 2018 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, portant adoption du projet régional de santé (PRS) Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** le schéma régional de santé du projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** le règlement départemental d'aide sociale de la Vienne ;

**VU** la décision du 21 janvier 2019 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature ;

**VU** l'arrêté n° 97-ASS/E.E.-240 en date du 1<sup>er</sup> août 1997 relatif à la demande de création d'une section de cure médicale au sein du Logement-Foyer « Les Fougères » à Migné-Auxances ;

**VU** l'arrêté conjoint du Préfet de la Vienne et du Président du Conseil Général de la Vienne n°2004 DISS/SE-163 en date du 10 décembre 2004 portant transformation du logement Foyer « Les Fougères » à Migné-Auxances (Vienne) en un Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) pour une capacité totale de 45 places ;

**VU** l'arrêté conjoint du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Poitou-Charentes ARS n°001947/2011 et DGAS n° 2011-A-DGAS-DHV-SE-0163 du 16 décembre 2011 portant extension de 14 places de l'Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes « Les Fougères » à Migné-Auxances (Vienne) géré par le Centre Communal d'Action Sociale pour une capacité totale de 59 places et lits soit 47 places d'hébergement permanent, 10 places d'hébergement permanent réservées à des personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ou maladies apparentées, 2 places d'hébergement temporaire réservées à des personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ou maladies apparentées ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2015/0182 du 9 juin 2015 portant habilitation partielle de l'EHPAD « Les Fougères » à Migné-Auxances à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement dans la limite de 4 places ;

**VU** la convention signée entre l'établissement et le Président du Conseil Départemental de la Vienne n°2015/0007 du 19 juin 2015 relative à l'habilitation partielle de l'EHPAD « Les Fougères » de Migné-Auxances à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

**VU** le rapport d'évaluation externe de l'EHPAD « Les Fougères » à Migné-Auxances en date du 30 janvier 2015 ;

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article 80 de la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, les établissements et services sociaux et médico-sociaux et les lieux de vie autorisés à la date de la publication de la loi précitée, soit à la date du 3 janvier 2002, sont autorisés pour une période de 15 ans à compter de cette date ;

**CONSIDERANT** qu'en l'absence d'injonction de déposer une demande de renouvellement d'autorisation donnée par les autorités compétentes en vertu de l'article L. 313-5 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est réputée renouvelée par tacite reconduction ;

**SUR** proposition conjointe de la Directrice de la délégation départementale de la Vienne de l'ARS Nouvelle-Aquitaine et du Directeur Général des Services du Conseil Départemental de la Vienne ;

## **ARRETEMENT**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'autorisation de l'EHPAD « Les Fougères » à Migné-Auxances, géré par le Centre Communal d'Action Sociale de Migné-Auxances et enregistré comme suit au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS), est renouvelée tacitement pour une durée de 15 ans à compter de sa date d'échéance, soit à compter du 3 janvier 2017.

**Entité juridique : Centre Communal d'Action Sociale**

N° FINESS : 86 079 025 2

N° SIREN : 268 600 715

Code statut juridique : 17 Centre Communal d'Action Sociale

Adresse : 1 Rue du 8 mai 1945 - 86440 MIGNE-AUXANCES

**Entité établissement : EHPAD « Les Fougères »**

N° FINESS : 86 079 026 0

Code catégorie : 500 EHPAD

Adresse : 1 Allée des Fougères - 86440 MIGNE-AUXANCES

Capacité : 59 lits

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
657	Accueil temporaire PA	11	Héberg. Comp. Inter.	711	P.A. dépendantes	2
924	Accueil Personnes Âgées	11	Héberg. Comp. Inter.	711	P.A. dépendantes	47
924	Accueil Accueil Personnes Âgées	11	Héberg. Comp. Inter.	436	Alzheimer, mal appar.	10

Mode de tarification : 41 ARS/PCH tarif global, habilité aide sociale sans PUI

**ARTICLE 2 :** Les conditions d'habilitation à l'aide sociale à l'hébergement fixées par arrêté et convention susvisés ne sont pas modifiées.

**ARTICLE 3 :** Le renouvellement de l'autorisation sera subordonné aux résultats des évaluations externes. Les résultats de l'évaluation effectuée par un organisme extérieur doivent être transmis à l'autorité ayant délivré la présente autorisation dans les conditions fixées à l'article D. 312-205 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 4 :** Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'EHPAD « Les Fougères » à Migné-Auxances par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine et au recueil des actes administratifs du Département de la Vienne.

Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Directeur Général de l'ARS et du Président du Conseil Départemental,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

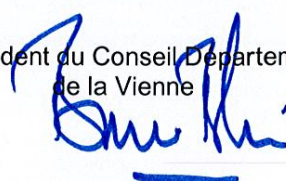
Ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Bordeaux, le **14 MAI 2019**

La Directrice générale adjointe  
de l'Agence Régionale de Santé  
Nouvelle-Aquitaine

  
Hélène JUNQUA

Le Président du Conseil Départemental  
de la Vienne

  
Bruno BELIN

Page 3 sur 3



ARS NOUVELLE AQUITAINE DELEGATION  
DEPARTEMENTALE DE LA VIENNE

86-2019-05-14-007

Arrêté actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD

"Théodore Arnault" sis 10 rue Condorcet à Mirebeau

*Arrêté actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD "Théodore Arnault"*  
(86110)



**Le Directeur Général de l'Agence Régionale  
de Santé Nouvelle-Aquitaine**

**Le Président du Conseil Départemental  
de la Vienne**

**ARRETE ARS/DGAS N° 2019-A-DGAS-DHV-SE-0173**

du **14 MAI 2019**

Actant le renouvellement d'autorisation de  
l'EHPAD « Théodore Arnault » sis 10 rue  
Condorcet à MIREBEAU (86110)

**VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-8 et D312-197 à D. 312-206 relatifs à l'évaluation, et ses articles L. 313-1 à L. 313-27 et R. 313-1 à R. 313-34 relatifs aux droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;

**VU** la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, notamment son article 80 ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

**VU** la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

**VU** l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé (ARS) et les unions régionales de professionnels de santé (URPS) à la nouvelle délimitation des régions ;

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des ARS ;

**VU** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les ARS à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des URPS regroupant les infirmiers ;

**VU** le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de M. Michel LAFORCADE en qualité de Directeur Général de l'ARS Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes ;

**VU** le décret n° 2016-1267 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** les circulaires DGCS/SD5C/2011/398 du 21 octobre 2011 et DGCS/SD5C/2013/427 du 31 décembre 2013, relatives aux évaluations des activités et de la qualité des prestations délivrées dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** le Schéma départemental de l'autonomie 2015-2019 adopté par délibération du Conseil Général le 19 décembre 2014 ;

**VU** l'arrêté du 17 juillet 2018 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, portant adoption du projet régional de santé (PRS) Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** le schéma régional de santé du projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** le règlement départemental d'aide sociale de la Vienne ;

**VU** la décision du 21 janvier 2019 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature ;

**VU** l'arrêté du Préfet de la Vienne n° 1984/097 du 10 avril 1984 transformant l'hospice public de Mirebeau en maison de retraite de 120 lits ;

**VU** l'arrêté du Préfet et du Président du Conseil Général de la Vienne n° 2003/173 du 29 décembre 2003 portant transformation de la maison de retraite publique autonome de Mirebeau en EHPAD de 120 lits ;

**VU** l'arrêté du Directeur Général de l'ARS et du Président du Conseil Général de la Vienne n° 2014/0141 du 22 avril 2014 portant création d'un Pôle d'Activités et de Soins Adaptés (PASA) au sein de l'EHPAD « Théodore Arnault » à Mirebeau et fixant ainsi sa capacité totale à 120 lits d'hébergement permanent dont 23 lits réservés à des personnes Alzheimer, 2 lits d'hébergement temporaire et un PASA de 14 places ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2015/0202 du 14 décembre 2015 portant habilitation totale de l'EHPAD « Théodore Arnault » de Mirebeau à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

**VU** le rapport d'évaluation externe de l'EHPAD « Théodore Arnault » de Mirebeau reçu le 14 novembre 2013 ;

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article 80 de la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, les établissements et services sociaux et médico-sociaux et les lieux de vie autorisés à la date de la publication de la loi précitée, soit à la date du 3 janvier 2002, sont autorisés pour une période de 15 ans à compter de cette date ;

**CONSIDERANT** qu'en l'absence d'injonction de déposer une demande de renouvellement d'autorisation donnée par les autorités compétentes en vertu de l'article L. 313-5 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est réputée renouvelée par tacite reconduction ;

**SUR** proposition conjointe de la directrice de la délégation départementale de la Vienne de l'ARS Nouvelle-Aquitaine et du Directeur Général des Services du Département de la Vienne ;

## ARRETEMENT

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'autorisation de l'EHPAD « Théodore Arnault » à Mirebeau enregistré comme suit au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS), est renouvelée tacitement pour une durée de 15 ans à compter de sa date d'échéance, soit à compter du 3 janvier 2017.

**Entité juridique : MAISON DE RETRAITE**

N° FINESS : 86 000 012 4

N° SIREN : 268 600 293

Code statut juridique : 21 – Etablissement Social et médico-social communal

Adresse : 10 rue Condorcet – 86110 MIREBEAU

**Entité établissement : EHPAD « Théodore Arnault »**

N° FINESS : 86 078 491 7

Code catégorie : 500 Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

Adresse : 10 rue Condorcet – BP 80019 – 86110 MIREBEAU

Capacité : 122 lits et places dont 2 lits d'hébergement temporaire et un **PASA de 14 places**

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	97
924	Accueil pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	436	Alzheimer ou maladies apparentées	23
657	Accueil temporaire PA	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	2
961	PASA	21	Accueil de jour	436	Alzheimer ou maladies apparentées	14

Mode de tarification : 44 ARS/PCD tarif global, habilité aide sociale, recours PUI

**ARTICLE 2** : Les conditions d'habilitation à l'aide sociale à l'hébergement fixées par arrêté susvisé ne sont pas modifiées.

**ARTICLE 3** : Le renouvellement de l'autorisation sera subordonné aux résultats des évaluations externes. Les résultats de l'évaluation effectuée par un organisme extérieur doivent être transmis à l'autorité ayant délivré la présente autorisation dans les conditions fixées à l'article D. 312-205 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 4** : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine et au recueil des actes administratifs du Département de la Vienne.

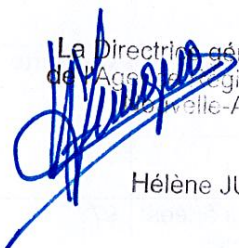
Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Directeur Général de l'ARS et du Président du Conseil Départemental,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

Ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

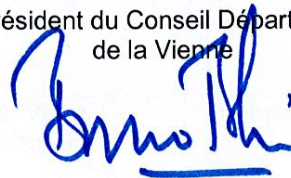
Fait à Bordeaux, le **14 MAI 2019**

La Directrice générale adjointe  
de l'Agence Régionale de Santé  
Nouvelle-Aquitaine



Hélène JUNQUA

Le Président du Conseil Départemental  
de la Vienne



Bruno BELIN



ARS NOUVELLE AQUITAINE DELEGATION  
DEPARTEMENTALE DE LA VIENNE

86-2019-05-14-006

Arrêté actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD  
Richelot Lassé sis Le Pré de la Maison à LUCHAPT

*Arrêté actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD Richelot Lassé sis Le Pré de la Maison  
(86430) géré par la Fondation Partage et Vie  
à LUCHAPT*



**Le Directeur Général de l'Agence Régionale  
de Santé Nouvelle-Aquitaine**

**Le Président du Conseil Départemental  
de la Vienne**

**ARRETE ARS/DGAS n°2019-A-DGAS-DHV-SE-0154**

du **14 MAI 2019**

actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD  
« Richelot Lassé », sis Le Pré de la Maison à  
LUCHAPT (86430), géré par la Fondation Partage et  
Vie

**VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-8 et D.312-197 à D. 312-206 relatifs à l'évaluation, et ses articles L. 313-1 à L. 313-27 et R. 313-1 à R. 313-34 relatifs aux droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;

**VU** la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, notamment son article 80 ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

**VU** la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

**VU** l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé (ARS) et les unions régionales de professionnels de santé (URPS) à la nouvelle délimitation des régions ;

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des ARS ;

**VU** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les ARS à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des URPS regroupant les infirmiers ;

**VU** le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de M. Michel LAFORCADE en qualité de Directeur Général de l'ARS Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes ;

**VU** le décret n° 2016-1267 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** les circulaires DGCS/SD5C/2011/398 du 21 octobre 2011 et DGCS/SD5C/2013/427 du 31 décembre 2013, relatives aux évaluations des activités et de la qualité des prestations délivrées dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** le Schéma départemental de l'autonomie 2015-2019 adopté par délibération du Conseil Général le 19 décembre 2014 ;

**VU** l'arrêté du 17 juillet 2018 du Directeur Général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, portant adoption du projet régional de santé (PRS) Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** le schéma régional de santé du projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** le règlement départemental d'aide sociale de la Vienne ;

**VU** la décision du 21 janvier 2019 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature ;

**VU** l'arrêté n° 2004 DISS/SE045 du 18 mars 2004 portant création d'un EHPAD à Luchapt d'une capacité de 47 places dont 35 places en hébergement permanent, 10 places réservées à des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou maladies apparentées, 1 place d'hébergement temporaire et 1 place d'accueil de jour ;

**VU** l'arrêté n°2010 DGAS/SE-0159 du 8 novembre 2010 portant fermeture définitive du Service d'Accompagnement à Domicile (SAD) pour adultes handicapés « Le Chagneau » d'Adriers et au transfert des adultes handicapés vers l'EHPAD « Richelot Lassé » de Luchapt ;

**VU** l'arrêté n°2012 DGAS/SE-0150 du 12 avril 2012 portant création d'une Unité pour Personnes Handicapées Vieillissantes (UPHV) de 12 places au sein de la capacité autorisée de l'EHPAD « Richelot Lassé » de Luchapt ;

**VU** l'arrêté n°2013 DGAS/SE-0200 du 13 juin 2013 portant modification de la capacité de l'EHPAD « Richelot Lassé » de Luchapt à 46 places dont 35 places d'hébergement permanent, 10 places réservées à des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou maladies apparentées et 1 place d'hébergement temporaire ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil Général de la Vienne n°2012-A-DGAS-DHV-SE-0145 du 24 avril 2012 portant extension de l'habilitation partielle de l'EHPAD « Richelot Lassé » à Luchapt à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement dans la limite de 26 places, dont 12 places réservées à des personnes âgées et handicapées ;

**VU** la convention signée entre l'établissement et le Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2017-C-DGAS-DHV-SE-0003 en date du 11 avril 2017 relative à l'habilitation partielle de l'EHPAD « Richelot Lassé » à Luchapt à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

**VU** le rapport d'évaluation externe de l'EHPAD « Richelot Lassé » à Luchapt reçu le 30 mars 2017 ;

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article 80 de la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, les établissements et services sociaux et médico-sociaux et les lieux de vie autorisés à la date de la publication de la loi précitée, soit à la date du 3 janvier 2002, sont autorisés pour une période de 15 ans à compter de cette date ;

**CONSIDERANT** qu'en l'absence d'injonction de déposer une demande de renouvellement d'autorisation donnée par les autorités compétentes en vertu de l'article L. 313-5 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est réputée renouvelée par tacite reconduction ;

**SUR PROPOSITION** conjointe de la Directrice de la délégation départementale de la Vienne de l'ARS Nouvelle-Aquitaine et du Directeur Général des Services du Département de la Vienne ;

## ARRETEMENT

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'autorisation de l'EHPAD « Richelot Lassé » à Luchapt, géré par la Fondation Partage et Vie et enregistré comme suit au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS), est renouvelée tacitement pour une durée de 15 ans à compter de sa date d'échéance, soit à compter du 18 mars 2019.

**Entité juridique : FONDATION PARTAGE ET VIE**  
**11 RUE DE LA VANNE - CS 20018 - 92120 MONTRouGE**  
N° FINESS : 92 002 856 0  
N° SIREN : 439 975 640  
Code statut juridique : 63 Fondation

**Entité établissement : EHPAD – RICHELLOT LASSE**  
**LE PRE DE LA MAISON – 86430 LUCHAPT**  
N° FINESS : 86 000 816 8  
Code catégorie : 500 Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes

Capacité : 46 lits dont 23 lits pour personnes dépendantes  
10 lits pour personnes Alzheimer ou maladies apparentées  
12 lits pour personnes handicapées vieillissantes  
1 lit d'accueil temporaire pour personnes âgées

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil Personnes Agées	11	Hébergement complet Inter.	436	Personnes Alzheimer, maladies apparentées	10
657	Accueil temporaire Personnes Agées	11	Hébergement complet Inter.	711	P.A. dépendantes	1
924	Accueil Personnes Agées	11	Hébergement complet Inter.	711	P.A. dépendantes	23
924	Accueil Personnes Agées	11	Hébergement complet Internat	702	Personnes Handicapées vieillissantes	12

Mode de Tarification : [45] ARS/PCD, Tarif partiel, habilité aide sociale sans PUI

**ARTICLE 2** : Les conditions de l'habilitation partielle à l'aide sociale à l'hébergement fixées par arrêté et convention susvisés ne sont pas modifiées.

**ARTICLE 3** : Le renouvellement de l'autorisation sera subordonné aux résultats des évaluations externes. Les résultats de l'évaluation effectuée par un organisme extérieur doivent être transmis à l'autorité ayant délivré la présente autorisation dans les conditions fixées à l'article D. 312-205 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 4 :** Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'EHPAD « Richelot Lassé » à Luchapt par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine et au recueil des actes administratifs du Département de la Vienne.

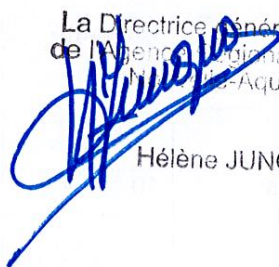
Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Directeur Général de l'ARS et du Président du Conseil Départemental,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

Ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

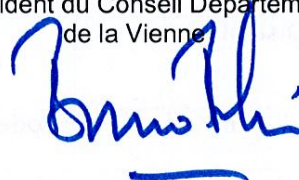
Fait à Bordeaux, le **14 MAI 2019**

La Directrice Générale adjointe  
de l'Agence Régionale de Santé  
Nouvelle-Aquitaine



Hélène JUNQUA

Le Président du Conseil Départemental  
de la Vienne



Bruno BELIN

ARS NOUVELLE AQUITAINE DELEGATION  
DEPARTEMENTALE DE LA VIENNE

86-2019-05-20-014

Arrêté modifiant l'arrêté du 10 avril 2018 actant le  
renouvellement d'autorisation de l'EHPAD "Les

*Arrêté modifiant l'arrêté du 10 avril 2018 actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD*  
Capucines sis 16 avenue Jean Jaurès sis CIVRAY (86400)  
*"Les Capucines"*

**ARRETE ARS/DGAS N° 2019-A-DGAS-DHV-SE-0137**

du **20 MAI 2019**

modifiant l'arrêté du 10 avril 2018 actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD « Les Capucines » sis 16 avenue Jean Jaurès sis CIVRAY (86400)

**Le Directeur Général de l'Agence  
Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine**

**Le Président du Conseil Départemental  
de la Vienne**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-8 et D312-197 à D. 312-206 relatifs à l'évaluation, et ses articles L. 313-1 à L. 313-27 et R. 313-1 à R. 313-34 relatifs aux droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;

**VU** la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, notamment son article 80 ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

**VU** la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

**VU** l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé (ARS) et les unions régionales de professionnels de santé (URPS) à la nouvelle délimitation des régions ;

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des ARS ;

**VU** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les ARS à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des URPS regroupant les infirmiers ;

**VU** le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de M. Michel LAFORCADE en qualité de directeur général de l'ARS Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes ;

**VU** le décret n° 2016-1267 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** le Schéma départemental de l'autonomie 2015-2019 adopté par délibération du Conseil Général le 19 décembre 2014 ;

**VU** l'arrêté du 17 juillet 2018 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, portant adoption du projet régional de santé (PRS) Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** le schéma régional de santé du projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** l'arrêté n°2015/06 en date du 16 décembre 2015 révisant le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) pour l'ex-région Poitou-Charentes ;

**VU** le règlement départemental d'aide sociale de la Vienne ;

**VU** la décision du 21 janvier 2019 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature ;

**VU** l'arrêté du Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale en date du 21 mars 1983 portant transformation de l'ancienne clinique de Civray en maison de retraite publique de 74 lits dont 21 de section de cure médicale ;

**VU** l'arrêté du Préfet et du Président du Conseil Général de la Vienne n° 2004/104 du 10 décembre 2004 portant transformation de la maison de retraite de Civray en EHPAD de 120 lits ;

**VU** l'arrêté du Directeur Général de l'ARS et du Président du Conseil Général de la Vienne n° 2014/0101 du 5 mars 2014 portant modification de la capacité de l'EHPAD « Les Capucines » à Civray avec le retrait de 2 places d'accueil de jour et fixant ainsi sa capacité à 120 lits d'hébergement permanent dont 14 lits pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou maladies apparentées ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2015/0201 du 14 décembre 2015 portant habilitation totale de l'EHPAD « Les Capucines » de Civray à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

**VU** l'arrêté ARS/DGAS n° 2017-A-DGAS-DHV-SE-0054 du 10 avril 2018 actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD « Les Capucines » sis 16 avenue Jean Jaurès à CIVRAY (86400) ;

**CONSIDERANT** que par avenant financier N° 1 du 17 octobre 2017 à la convention tripartite conclue le 1<sup>er</sup> juin 2015 entre l'ARS, le Conseil Départemental de la Vienne et l'EHPAD « Les Capucines » à Civray, cet EHPAD est passé en tarif global avec PUI à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;

**CONSIDERANT** que la rédaction de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ARS/DGAS n° 2017-A-DGAS-DHV-SE-0054 du 10 avril 2018 comporte une erreur matérielle sur le « mode de tarification » ;

**SUR** proposition conjointe de la directrice de la délégation départementale de la Vienne de l'ARS Nouvelle-Aquitaine et du Directeur Général des services du Département de la Vienne ;

## **ARRETEMENT**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ARS/DGAS n° 2017-A-DGAS-DHV-SE-0054 du 10 avril 2018 est modifié et remplacé par :

L'autorisation de l'EHPAD « Les Capucines » de Civray enregistré comme suit au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS), est renouvelée tacitement pour une durée de 15 ans à compter de sa date d'échéance, soit à compter du 3 janvier 2017.



**Entité juridique : MAISON DE RETRAITE**

N° FINESS : 860000116

N° SIREN : 268600269

Code statut juridique : 21 Etablissement Social et Médico-Social Communal

Adresse : 16 avenue Jean Jaurès – 86400 Civray

**Entité établissement : EHPAD - RESIDENCE LES CAPUCINES**

N° FINESS : 860780501

Code catégorie : 500 Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes

Adresse : 16 avenue Jean Jaurès – 86400 Civray

Capacité : 120 lits

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	711	Personnes Agées dépendantes	106
924	Accueil pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	436	Alzheimer ou maladies apparentées	14

Mode de tarification : 44 ARS/PCD, Tarif global, habilité aide sociale, recours PUI

**ARTICLE 2 :** Les conditions de l'habilitation totale à l'aide sociale à l'hébergement fixées par arrêté susvisé ne sont pas modifiées.**ARTICLE 3 :** Le renouvellement de l'autorisation sera subordonné aux résultats des évaluations externes. Les résultats de l'évaluation effectuée par un organisme extérieur doivent être transmis à l'autorité ayant délivré la présente autorisation dans les conditions fixées à l'article D. 312-205 du code de l'action sociale et des familles.**ARTICLE 4 :** Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'EHPAD « Les Capucines » à Civray par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.**ARTICLE 5 :** le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine et au recueil des actes administratifs du Département de la Vienne.

Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS et du Président du Conseil Départemental,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.
- Ce recours peut également être exercé par voie électronique avec une saisine du tribunal administratif par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Bordeaux, le **20 MAI 2019**

La Directrice générale adjointe  
de l'Agence Régionale de Santé  
Nouvelle-Aquitaine

  
Hélène AULOUA

Le Président du Conseil Départemental  
de la Vienne

  
Bruno BELIN

Page 3 sur 3



ARS NOUVELLE AQUITAINE DELEGATION  
DEPARTEMENTALE DE LA VIENNE

86-2019-05-20-013

Arrêté modifiant l'arrêté du 10 avril 2018 actant le  
renouvellement d'autorisation de l'EHPAD de Lusignan, de  
l'EHPAD de Montmorillon gérés par le CHU de Poitiers

**ARRETE ARS/DGAS N° 2019-A-DGAS-DHV-SE-0138**

du **20 MAI 2019**

modifiant l'arrêté du 10 avril 2018 actant le renouvellement d'autorisation de :  
l'EHPAD rattaché au site de Lusignan au 76 rue de Chypre sis Lusignan (86600)  
l'EHPAD rattaché au site de Montmorillon au 2 rue Henri Dunant sis Montmorillon (86500) gérés par le Centre Hospitalier Universitaire (C.H.U.) à Poitiers

**Le Directeur Général de l'Agence  
Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine**

**Le Président du Conseil Départemental  
de la Vienne**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-8 et D312-197 à D. 312-206 relatifs à l'évaluation, et ses articles L. 313-1 à L. 313-27 et R. 313-1 à R. 313-34 relatifs aux droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;

**VU** la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, notamment son article 80 ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

**VU** la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

**VU** l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé (ARS) et les unions régionales de professionnels de santé (URPS) à la nouvelle délimitation des régions ;

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des ARS ;

**VU** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les ARS à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des URPS regroupant les infirmiers ;

**VU** le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de M. Michel LAFORCADE en qualité de directeur général de l'ARS Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes ;

**VU** le décret n° 2016-1267 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** le Schéma départemental de l'autonomie 2015-2019 adopté par délibération du Conseil Général le 19 décembre 2014 ;

**VU** l'arrêté du 17 juillet 2018 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, portant adoption du projet régional de santé (PRS) Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** le schéma régional de santé du projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** l'arrêté n°2015/06 en date du 16 décembre 2015 révisant le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) pour l'ex-région Poitou-Charentes ;

**VU** le règlement départemental d'aide sociale de la Vienne ;

**VU** la décision du 21 janvier 2019 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature ;

**VU** l'arrêté n° 87-ASS/E.E. 149 en date du 18 juin 1987 relatif à l'augmentation de capacité de la section de cure médicale de la maison de retraite de l'Hôpital Local de Lusignan ;

**VU** l'arrêté conjoint du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Poitou Charentes et du Président du Conseil Général de la Vienne n° ARS 2011/000783 et DGAS 2011-A-DGAS-DHV-SE-0142 du 19 juillet 2011 portant extension de capacité de l'Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) de l'Hôpital Local de Lusignan pour une capacité totale de 164 lits et places dont 161 d'hébergement permanent et 3 lits d'hébergement temporaire ;

**VU** l'arrêté conjoint du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Poitou Charentes et du Président du Conseil Général de la Vienne n° 2013-A-DGAS-DHV-SE-0150 du 1er juillet 2013 fixant la capacité des établissements et services pour personnes âgées gérées par le CHU de Poitiers à compter du 1er janvier 2013 sur les sites de Poitiers et de Lusignan soit 161 d'hébergement permanent et 3 lits d'hébergement temporaire sur le site de Lusignan ;

**VU** l'arrêté conjoint du Préfet de la Vienne et du Président du Conseil Général de la Vienne n°2009-A-DISS-SE-0135 du 6 août 2009 modifiant la capacité de l'EHPAD de l'Hôpital de Montmorillon pour une capacité totale de 133 lits et places d'hébergement permanent dont 20 lits réservés aux personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ;

**VU** l'arrêté conjoint du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Poitou-Charentes et du Président du Conseil Général de la Vienne n° 2013-DGAS/SE-0231 du 9 octobre 2013 portant la création d'un Pôle d'activités et de Soins Adaptés (P.A.S.A.) de 14 places au sein de l'E.H.P.A.D. du Centre Hospitalier de Montmorillon ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2016-A-DGAS-DHV-SE-0130 du 12 avril 2016 portant transformation de l'habilitation totale en habilitation partielle des services pour personnes âgées du CHU de Poitiers à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale dans la limite de 40% des capacités autorisées de chaque service pour personnes âgées ;

**VU** la convention n°2016-0004-DGAS du 13 mai 2016 relative à l'habilitation partielle des EHPAD et des USLD du CHU de Poitiers à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

**VU** l'arrêté ARS/DGAS n° 2017-A-DGAS-DHV-SE-0303 du 10 avril 2018 actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD rattaché au site de Lusignan sis 76 rue de Chypre sis Lusignan (86600), de l'EHPAD rattaché au site de Montmorillon sis 2 rue Henri Dunant sis Montmorillon (86500), gérés par le Centre Hospitalier Universitaire (C.H.U.) sis Poitiers ;

**CONSIDERANT** que les EHPAD susvisés disposent d'une pharmacie à usage intérieur (PUI) ;

**CONSIDERANT** que la rédaction de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ARS/DGAS n° 2017-A-DGAS-DHV-SE-0303 du 10 avril 2018 comporte une erreur matérielle sur le « mode de tarification » ;

**SUR** proposition conjointe de la directrice de la délégation départementale de la Vienne de l'ARS Nouvelle-Aquitaine et du Directeur Général des services du Département de la Vienne ;

## ARRETEMENT

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ARS/DGAS n° 2017-A-DGAS-DHV-SE-0303 du 10 avril 2018 est modifié et remplacé par :

l'autorisation des EHPAD du C.H.U. de Poitiers sur les sites de Lusignan et Montmorillon gérés par le Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers et enregistré comme suit au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS), est renouvelée tacitement pour une durée de 15 ans à compter de sa date d'échéance, soit à compter du 3 janvier 2017.

**Entité juridique** : Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers  
 N° FINESS : 860014208  
 N° SIREN : 200055358  
 Code statut juridique : 15 Etablissement Public Régional Hospitalier  
 Adresse : 2 Rue de la Milétrie, 86021 Poitiers

**Entité établissement** : EHPAD rattaché au CHU de Poitiers sur le site de Lusignan  
 N° FINESS : 860785617  
 Code catégorie : 500 Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes  
 capacité : 164 lits  
 Adresse : 76 Rue de Chypre, 86600 Lusignan

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
657	Accueil temporaire PA	11	Hébergement complet Inter.	436	Alzheimer, maladies apparentées	3
924	Accueil Personnes Agées	11	Hébergement complet Inter.	711	Personnes Agées Dépendantes	149
924	Accueil Personnes Agées	11	Hébergement complet Inter	436	Alzheimer, maladies apparentées	12

Mode de tarification : 40 ARS/PCD, Tarif Global, habilité aide sociale, avec PUI.

**Entité établissement** : EHPAD rattaché au CHU de Poitiers sur le site de Montmorillon  
 N° FINESS : 860781996  
 Code catégorie : 500 Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes  
 capacité : 133 lits et places dont 14 places de P.A.S.A.  
 Adresse : 2 rue Henri Dunant - BP 65 - 86500 Montmorillon

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil Personnes Agées	11	Hébergement complet Inter.	711	Personnes Agées Dépendantes	113
924	Accueil Personnes Agées	11	Hébergement complet Inter	436	Alzheimer, maladies apparentées	20
961	P.A.S.A.	21	Accueil de jour	436	Alzheimer, maladies apparentées	14

Mode de tarification : 40 ARS/PCD, Tarif Global, habilité aide sociale, avec PUI.

**ARTICLE 2 :** Les conditions de l'habilitation partielle à l'aide sociale à l'hébergement fixées par arrêté et convention susvisées ne sont pas modifiées.

**ARTICLE 3 :** Le renouvellement de l'autorisation sera subordonné aux résultats des évaluations externes. Les résultats de l'évaluation effectuée par un organisme extérieur doivent être transmis à l'autorité ayant délivré la présente autorisation dans les conditions fixées à l'article D. 312-205 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 4 :** Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement des EHPAD du C.H.U. de Poitiers sur les sites de Lusignan et Montmorillon gérés par le Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

**ARTICLE 5 :** le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine et au recueil des actes administratifs du Département de la Vienne.

Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS et du Président du Conseil Départemental,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.
- Ce recours peut également être exercé par voie électronique avec une saisine du tribunal administratif par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Bordeaux, le 20 MAI 2019

La Directrice générale adjointe  
de l'Agence Régionale de Santé  
Nouvelle-Aquitaine

Hélène JUNQUA

Le Président du Conseil Départemental  
de la Vienne

Bruno BELIN

ARS NOUVELLE AQUITAINE DELEGATION  
DEPARTEMENTALE DE LA VIENNE

86-2019-05-20-015

Arrêté modifiant l'arrêté du 12 janvier 2018 actant le  
renouvellement d'autorisation de l'EHPAD Résidence d'Or  
*Arrêté modifiant l'arrêté du 12 janvier 2018 actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD*  
sis 22 rue d'Ypres à Montmorillon(86500) géré par la SA  
*Résidence d'Or*  
"ORPEA" sis à PUTEAUX (92813)



**ARRETE ARS/DGAS N° 2019-A-DGAS-DHV-SE-0136**

du **20 MAI 2019**

modifiant l'arrêté du 12 janvier 2018 actant le renouvellement d'autorisation de l'E.H.P.A.D. « Résidence d'Or », sis 22 rue d'Yprès à MONTMORILLON (86500), géré par la Société Anonyme « ORPEA », sis PUTEAUX (92813)

**Le Directeur Général de l'Agence  
Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine**

**Le Président du Conseil Départemental  
de la Vienne**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-8 et D312-197 à D. 312-206 relatifs à l'évaluation, et ses articles L. 313-1 à L. 313-27 et R. 313-1 à R. 313-34 relatifs aux droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;

**VU** la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, notamment son article 80 ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

**VU** la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

**VU** l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé (ARS) et les unions régionales de professionnels de santé (URPS) à la nouvelle délimitation des régions;

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des ARS ;

**VU** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les ARS à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des URPS regroupant les infirmiers ;

**VU** le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de M. Michel LAFORCADE en qualité de directeur général de l'ARS Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes ;

**VU** le décret n° 2016-1267 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** le Schéma départemental de l'autonomie 2015-2019 adopté par délibération du Conseil Général le 19 décembre 2014 ;

**VU** l'arrêté du 17 juillet 2018 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, portant adoption du projet régional de santé (PRS) Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** le schéma régional de santé du projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** l'arrêté n°2015/06 en date du 16 décembre 2015 révisant le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) pour l'ex-région Poitou-Charentes ;

**VU** le règlement départemental d'aide sociale de la Vienne ;

**VU** la décision du 21 janvier 2019 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature ;

**VU** l'arrêté n° 86 ASS/EE D 070 en date du 3 décembre 1986 autorisant la création d'une Maison de Retraite de 110 lits à Montmorillon ;

**VU** l'arrêté n° 97 ISS/SE-020 en date du 14 mars 1997 portant autorisation d'extension de 14 lits de la Maison de Retraite « La Résidence d'Or » à Montmorillon soit une capacité totale de 124 lits ;

**VU** l'arrêté conjoint du Préfet de la Vienne et du Président du Conseil Général de la Vienne n° 2003/SE-055 en date du 27 janvier 2003 portant transformation de la maison de retraite « La Résidence d'Or » à Montmorillon en Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes (E.H.P.A.D) ;

**VU** l'arrêté conjoint du Préfet de la Vienne et du Président du Conseil Général de la Vienne n° 2006 DISS/SE-002 du 20 janvier 2006 portant transfert d'autorisation de l'EHPAD « La Résidence D'or » à Montmorillon de la Société DIX MILLE vers la Société Anonyme ORPEA ;

**VU** l'arrêté conjoint du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Poitou-Charentes et du Président du Conseil Général de la Vienne ARS n° 001296/2010 et DGAS n° 2010-A-DGAS-DHV-SE-0156 du 25 novembre 2010 portant autorisation d'une unité spécifique pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou maladies apparentées de 14 places au sein de l'Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes « Résidence d'Or » à Montmorillon pour une capacité totale de 124 lits d'hébergement permanent ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil Général de la Vienne n° 2004 DISS/SE-174 du 20 décembre 2004 portant habilitation partielle de l'EHPAD « Résidence d'Or » à Montmorillon à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement pour 20 places ;

**VU** la convention signée entre l'établissement et le Président du Conseil Général de la Vienne n° 2004/012 en date du 12 janvier 2005 relative à l'habilitation partielle de l'EHPAD « Résidence d'Or » à Montmorillon à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

**VU** l'arrêté ARS/DGAS n° 2017-A-DGAS-DHV-SE-0129 actant le renouvellement d'autorisation de l'E.H.P.A.D. « Résidence d'Or », sis 22 rue d'Yprès à MONTMORILLON (86500), géré par la Société Anonyme « ORPEA », sis PUTEAUX (92813) ;

**CONSIDERANT** que la rédaction de l'arrêté ARS/DGAS n° 2017-A-DGAS-DHV-SE-0129 du 12 janvier 2018, comporte deux erreurs matérielles :

- la 1<sup>ère</sup> sur la date mentionnée dans le visa concernant l'arrêté conjoint du Préfet de la Vienne et du Président du Conseil Général de la Vienne n° 2003/SE-055 portant transformation de la maison de retraite « La Résidence d'Or » à Montmorillon en Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes (E.H.P.A.D) en date du 27 janvier 2003 et non du 23 janvier 2003 ;

- la seconde sur l'adresse du siège social de la SA ORPEA entité juridique ;

**SUR** proposition conjointe de la directrice de la délégation départementale de la Vienne de l'ARS Nouvelle-Aquitaine et du Directeur Général des services du Département de la Vienne ;

## ARRETEMENT

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

La date mentionnée dans le visa concernant l'arrêté conjoint du Préfet de la Vienne et du Président du Conseil Général de la Vienne n° 2003/SE-055 en date du 27 janvier 2003 portant transformation de la maison de retraite « La Résidence d'Or » à Montmorillon en Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes (E.H.P.A.D) est modifiée.

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ARS/DGAS n° 2017-A-DGAS-DHV-SE-0129 du 12 janvier 2018 est modifié et remplacé par :

L'autorisation de l'EHPAD « Résidence d'Or » à Montmorillon géré par la Société Anonyme ORPEA et enregistré comme suit au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS), est renouvelée tacitement pour une durée de 15 ans à compter de sa date d'échéance, soit à compter du 3 janvier 2017.

**Entité juridique :** Société Anonyme ORPEA

N° FINESS : 920030152

N° SIREN : 401251566

Code statut juridique : 73 – Société Anonyme

Adresse : 12 rue Jean Jaurès 92813 Puteaux

**Entité établissement :** EHPAD « Résidence d'Or »

N° FINESS : 860789718

Code catégorie : 500 EHPAD                      capacité : 124 lits

Adresse : 22 rue d'Yprès – 86500 Montmorillon

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil Personnes Agées	11	Hébergement Complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	110
924	Accueil Personnes Agées	11	Hébergement Complet internat	436	Alzheimer, mal apparentées	14

Mode de tarification : [45] ARS/PCD, tarif partiel, habilité aide sociale, sans PUI

**ARTICLE 2 :** Les conditions de l'habilitation partielle à l'aide sociale à l'hébergement fixées par arrêté et convention susvisées ne sont pas modifiées.

**ARTICLE 3 :** Le renouvellement de l'autorisation sera subordonné aux résultats des évaluations externes. Les résultats de l'évaluation effectuée par un organisme extérieur doivent être transmis à l'autorité ayant délivré la présente autorisation dans les conditions fixées à l'article D. 312-205 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 4 :** Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'EHPAD « Résidence d'Or » à Montmorillon par rapport aux caractéristiques

prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine et au recueil des actes administratifs du Département de la Vienne.

Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS et du Président du Conseil Départemental,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.
- Ce recours peut également être exercé par voie électronique avec une saisine du tribunal administratif par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Bordeaux, le **20 MAI 2019**

La Directrice générale adjointe  
de l'Agence Régionale de Santé  
Nouvelle-Aquitaine

Helène JUNQUA

Le Président du Conseil Départemental  
de la Vienne

Bruno BELIN

DDCS86

86-2019-07-12-008

Arrêté 077 portant agrément de Martine CAILLE en  
qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs  
(MJPM) exerçant à titre individuel



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA COHÉSION SOCIALE  
PÔLE ÉGALITÉ DES CHANCES ET ACCÈS AUX  
DROITS

ARRÊTÉ n° 2019/DDCS/PECAD/077

en date du **2 JUIL. 2019**

portant agrément de Madame Martine CAILLE en qualité  
de mandataire judiciaire à la protection des majeurs  
(MJPM) exerçant à titre individuel

La préfète de la Vienne,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.471-1 à L.471-9, L.472-1 à L.472-4, D. 471-1 à D.471-4, R.472-1 à R.472-3, D.472-5-2, D.472-5-3 à R.472-7 ;

**VU** le schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales arrêté le 19 janvier 2015 par la préfète de l'ex région Poitou-Charentes pour la période 2015-2019, modifié par les arrêtés du 4 novembre 2016 et du 15 novembre 2017 du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** l'arrêté n°2017/DDCS/PECAD/097 du 11 septembre 2017, portant composition de la commission départementale d'agrément des mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel, modifié par l'arrêté n°2019/DDCS/PECAD/036 du 15 mai 2019 ;

**VU** l'appel à candidatures du 24 octobre 2018 pour l'agrément de mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne du 2 novembre 2018 ;

**VU** le dossier présenté par Madame Martine CAILLE conformément aux dispositions de l'article D.472-5-2 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté n°2019/DDCS/PECAD/034 du 16 avril 2019 établissant la liste des candidatures recevables suite à l'appel à candidatures du 24 octobre 2018 susvisé ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale d'agrément réunie le 25 juin 2019 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2019/DDCS/PECAD/073 du 9 juillet 2019 établissant le classement et la sélection des candidats auditionnés par la commission départementale d'agrément susvisée ;

**VU** l'avis du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Poitiers en date du 1<sup>er</sup> juillet 2019 ;

1/3

## ARRÊTE

**Article 1 :** Madame Martine CAILLE est agréée en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, pour exercer à titre individuel les mesures de protection des majeurs ordonnées par l'autorité judiciaire au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le département de la Vienne.

L'agrément vaut inscription sur la liste départementale des mandataires judiciaires à la protection des majeurs.

**Article 2 :** Madame Martine CAILLE exercera ses fonctions à temps complet sans l'assistance d'aucun collaborateur.

**Article 3 :** Dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'agrément, Madame Martine CAILLE transmettra au représentant de l'Etat dans le département (à l'adresse de la DDCCS) les pièces suivantes :

- ✓ la copie du contrat d'assurance en responsabilité civile ;
- ✓ l'attestation de déclaration d'activité ou d'immatriculation ;
- ✓ le courrier par lequel elle a informé son employeur de son agrément en qualité de mandataire exerçant à titre individuel.

**Article 4 :** Dans le délai de trois mois à compter de la notification de l'agrément, Madame Martine CAILLE transmettra au représentant de l'Etat dans le département (à l'adresse de la DDCCS) les pièces suivantes :

- ✓ la notice d'information et un modèle de document individuel de protection des majeurs ;
- ✓ l'attestation de déclaration auprès de la commission nationale informatique et libertés (dans l'attente de la production de référentiels RGPD).

**Article 5 :** Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs demande un nouvel agrément dans le cadre de la procédure d'appel à candidature prévue à l'article L. 472-1-1 lorsqu'il souhaite se voir confier par le juge des tutelles une catégorie de mesures de protection des majeurs non couverte par l'agrément.

**Article 6 :** Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs demande un nouvel agrément hors du cadre de la procédure d'appel à candidature :

- ✓ lorsqu'il souhaite modifier la nature et la consistance des garanties contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en raison des dommages subis par les personnes protégées ;
- ✓ lorsqu'il souhaite modifier les moyens matériels ou humains prévus pour l'activité, pour l'accueil et les échanges entre le mandataire et la personne protégée ou pour les déplacements et que ces modifications sont de nature à affecter de manière substantielle la qualité, la continuité ou la proximité de la prise en charge ou de l'accompagnement ;
- ✓ lorsqu'il souhaite changer de lieu d'activité professionnelle ou de domicile et, que ces changements sont de nature à affecter de manière substantielle la qualité, la continuité ou la proximité de la prise en charge ou de l'accompagnement.

2/3

**Article 7 :** Dans le délai d'un mois à compter de la signature de l'acte en cause, le mandataire transmet au représentant de l'Etat dans le département (à l'adresse de la DDCS) les pièces suivantes :

- ✓ la copie du contrat de travail du ou des secrétaires spécialisés ;
- ✓ la copie de l'acte de propriété ou du bail pour ses locaux professionnels.

**Article 8 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la Vienne, soit hiérarchique auprès du ministre en charge des affaires sociales dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Poitiers, également dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de ce délai valant rejet implicite.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 :** Le secrétaire général de la préfecture du département de la Vienne et la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Martine CAILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Vienne.

Fait à Poitiers, le 12 JUIL. 2019

La Préfète,  
Isabelle DILHAC



3/3





DDCS86

86-2019-07-12-009

Arrêté 078 portant agrément de Madame Valérie  
GAUTIER (née PAITREAULT) en qualité de mandataire  
judiciaire à la protection des majeurs (MJPM) exerçant à  
titre individuel



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA COHÉSION SOCIALE  
PÔLE ÉGALITÉ DES CHANCES ET ACCÈS AUX  
DROITS

ARRÊTÉ n° 2019/DDCS/PECAD/078

en date du 2 JUIL. 2019

portant agrément de Madame Valérie GAUTIER (née PAITREAU) en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM) exerçant à titre individuel

La préfète de la Vienne,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.471-1 à L.471-9, L.472-1 à L.472-4, D. 471-1 à D.471-4, R.472-1 à R.472-3, D.472-5-2, D.472-5-3 à R.472-7 ;

**VU** le schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales arrêté le 19 janvier 2015 par la préfète de l'ex région Poitou-Charentes pour la période 2015-2019, modifié par les arrêtés du 4 novembre 2016 et du 15 novembre 2017 du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** l'arrêté n°2017/DDCS/PECAD/097 du 11 septembre 2017, portant composition de la commission départementale d'agrément des mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel, modifié par l'arrêté n°2019/DDCS/PECAD/036 du 15 mai 2019 ;

**VU** l'appel à candidatures du 24 octobre 2018 pour l'agrément de mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne du 2 novembre 2018 ;

**VU** le dossier présenté par Madame Valérie GAUTIER conformément aux dispositions de l'article D.472-5-2 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté n°2019/DDCS/PECAD/034 du 16 avril 2019 établissant la liste des candidatures recevables suite à l'appel à candidatures du 24 octobre 2018 susvisé ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale d'agrément réunie le 25 juin 2019 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2019/DDCS/PECAD/073 du 9 juillet 2019 établissant le classement et la sélection des candidats auditionnés par la commission départementale d'agrément susvisée ;

**VU** l'avis du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Poitiers en date du 1<sup>er</sup> juillet 2019 ;

1/3

## ARRÊTE

**Article 1 :** Madame Valérie GAUTIER est agréée en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, pour exercer à titre individuel les mesures de protection des majeurs ordonnées par l'autorité judiciaire au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le département de la Vienne.

L'agrément vaut inscription sur la liste départementale des mandataires judiciaires à la protection des majeurs.

**Article 2 :** Madame Valérie GAUTIER exercera ses fonctions à temps complet sans l'assistance d'aucun collaborateur.

**Article 3 :** Dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'agrément, Madame Valérie GAUTIER transmettra au représentant de l'Etat dans le département (à l'adresse de la DDCS) les pièces suivantes :

- ✓ la copie du contrat d'assurance en responsabilité civile ;
- ✓ l'attestation de déclaration d'activité ou d'immatriculation ;
- ✓ le courrier par lequel elle a informé son employeur de son agrément en qualité de mandataire exerçant à titre individuel.

**Article 4 :** Dans le délai de trois mois à compter de la notification de l'agrément, Madame Valérie GAUTIER transmettra au représentant de l'Etat dans le département (à l'adresse de la DDCS) les pièces suivantes :

- ✓ la notice d'information et un modèle de document individuel de protection des majeurs ;
- ✓ l'attestation de déclaration auprès de la commission nationale informatique et libertés (dans l'attente de la production de référentiels RGPD).

**Article 5 :** Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs demande un nouvel agrément dans le cadre de la procédure d'appel à candidature prévue à l'article L. 472-1-1 lorsqu'il souhaite se voir confier par le juge des tutelles une catégorie de mesures de protection des majeurs non couverte par l'agrément.

**Article 6 :** Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs demande un nouvel agrément hors du cadre de la procédure d'appel à candidature :

- ✓ lorsqu'il souhaite modifier la nature et la consistance des garanties contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en raison des dommages subis par les personnes protégées ;
- ✓ lorsqu'il souhaite modifier les moyens matériels ou humains prévus pour l'activité, pour l'accueil et les échanges entre le mandataire et la personne protégée ou pour les déplacements et que ces modifications sont de nature à affecter de manière substantielle la qualité, la continuité ou la proximité de la prise en charge ou de l'accompagnement ;
- ✓ lorsqu'il souhaite changer de lieu d'activité professionnelle ou de domicile et, que ces changements sont de nature à affecter de manière substantielle la qualité, la continuité ou la proximité de la prise en charge ou de l'accompagnement.

2/3

**Article 7 :** Dans le délai d'un mois à compter de la signature de l'acte en cause, le mandataire transmet au représentant de l'Etat dans le département (à l'adresse de la DDCS) les pièces suivantes :

- ✓ la copie du contrat de travail du ou des secrétaires spécialisés ;
- ✓ la copie de l'acte de propriété ou du bail pour ses locaux professionnels.

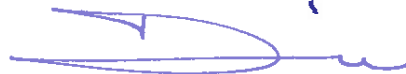
**Article 8 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la Vienne, soit hiérarchique auprès du ministre en charge des affaires sociales dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Poitiers, également dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de ce délai valant rejet implicite.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 :** Le secrétaire général de la préfecture du département de la Vienne et la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Valérie GAUTIER et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Vienne.

Fait à Poitiers, le **12 JUL. 2019**

La Préfète,  
Isabelle DILHAC



3/3



DDCS86

86-2019-07-12-010

Arrêté 079 de Madame Marie-Laure GUIART en qualité  
de mandataire judiciaire à la protection des majeurs  
(MJPM) exerçant à titre individuel



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA COHÉSION SOCIALE

PÔLE ÉGALITÉ DES CHANCES ET ACCÈS AUX  
DROITS

ARRÊTÉ n° 2019/DDCS/PECAD/079

en date du **12 JUIL. 2019**

portant agrément de Madame Marie-Laure GUIART en  
qualité de mandataire judiciaire à la protection des  
majeurs (MJPM) exerçant à titre individuel

La préfète de la Vienne,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.471-1 à L.471-9, L.472-1 à L.472-4, D. 471-1 à D.471-4, R.472-1 à R.472-3, D.472-5-2, D.472-5-3 à R.472-7 ;

**VU** le schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales arrêté le 19 janvier 2015 par la préfète de l'ex région Poitou-Charentes pour la période 2015-2019, modifié par les arrêtés du 4 novembre 2016 et du 15 novembre 2017 du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** l'arrêté n°2017/DDCS/PECAD/097 du 11 septembre 2017, portant composition de la commission départementale d'agrément des mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel, modifié par l'arrêté n°2019/DDCS/PECAD/036 du 15 mai 2019 ;

**VU** l'appel à candidatures du 24 octobre 2018 pour l'agrément de mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne du 2 novembre 2018 ;

**VU** le dossier présenté par Madame Marie-Laure GUIART conformément aux dispositions de l'article D.472-5-2 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté n°2019/DDCS/PECAD/034 du 16 avril 2019 établissant la liste des candidatures recevables suite à l'appel à candidatures du 24 octobre 2018 susvisé ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale d'agrément réunie le 25 juin 2019 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2019/DDCS/PECAD/073 du 9 juillet 2019 établissant le classement et la sélection des candidats auditionnés par la commission départementale d'agrément susvisée ;

**VU** l'avis du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Poitiers en date du 1<sup>er</sup> juillet 2019 ;

1/3



## ARRÊTE

**Article 1 :** Madame Marie-Laure GUIART est agréée en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, pour exercer à titre individuel les mesures de protection des majeurs ordonnées par l'autorité judiciaire au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le département de la Vienne.

L'agrément vaut inscription sur la liste départementale des mandataires judiciaires à la protection des majeurs.

**Article 2 :** Madame Marie-Laure GUIART exercera ses fonctions à temps complet sans l'assistance d'aucun collaborateur.

**Article 3 :** Dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'agrément, Madame Marie-Laure GUIART transmettra au représentant de l'Etat dans le département (à l'adresse de la DDCS) les pièces suivantes :

- ✓ la copie du contrat d'assurance en responsabilité civile ;
- ✓ l'attestation de déclaration d'activité ou d'immatriculation ;
- ✓ le courrier par lequel elle a informé son employeur de son agrément en qualité de mandataire exerçant à titre individuel.

**Article 4 :** Dans le délai de trois mois à compter de la notification de l'agrément, Madame Marie-Laure GUIART transmettra au représentant de l'Etat dans le département (à l'adresse de la DDCS) les pièces suivantes :

- ✓ la notice d'information et un modèle de document individuel de protection des majeurs ;
- ✓ l'attestation de déclaration auprès de la commission nationale informatique et libertés (dans l'attente de la production de référentiels RGPD).

**Article 5 :** Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs demande un nouvel agrément dans le cadre de la procédure d'appel à candidature prévue à l'article L. 472-1-1 lorsqu'il souhaite se voir confier par le juge des tutelles une catégorie de mesures de protection des majeurs non couverte par l'agrément.

**Article 6 :** Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs demande un nouvel agrément hors du cadre de la procédure d'appel à candidature :

- ✓ lorsqu'il souhaite modifier la nature et la consistance des garanties contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en raison des dommages subis par les personnes protégées ;
- ✓ lorsqu'il souhaite modifier les moyens matériels ou humains prévus pour l'activité, pour l'accueil et les échanges entre le mandataire et la personne protégée ou pour les déplacements et que ces modifications sont de nature à affecter de manière substantielle la qualité, la continuité ou la proximité de la prise en charge ou de l'accompagnement ;
- ✓ lorsqu'il souhaite changer de lieu d'activité professionnelle ou de domicile et, que ces changements sont de nature à affecter de manière substantielle la qualité, la continuité ou la proximité de la prise en charge ou de l'accompagnement.

2/3

**Article 7 :** Dans le délai d'un mois à compter de la signature de l'acte en cause, le mandataire transmet au représentant de l'Etat dans le département (à l'adresse de la DDCS) les pièces suivantes :

- ✓ la copie du contrat de travail du ou des secrétaires spécialisés ;
- ✓ la copie de l'acte de propriété ou du bail pour ses locaux professionnels.

**Article 8 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la Vienne, soit hiérarchique auprès du ministre en charge des affaires sociales dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Poitiers, également dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de ce délai valant rejet implicite.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 :** Le secrétaire général de la préfecture du département de la Vienne et la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Marie-Laure GUIART et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Vienne.

Fait à Poitiers, le 12 JUIL. 2019

La Préfète,  
Isabelle DILHAC





DDCS86

86-2019-07-12-011

Arrêté 080 portant agrément de Madame Nathalie RULIER  
en qualité de mandataire judiciaire à la protection des  
majeurs (MJPM) exerçant à titre individuel



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA COHÉSION SOCIALE  
PÔLE ÉGALITÉ DES CHANCES ET ACCÈS AUX  
DROITS

ARRÊTÉ n° 2019/DDCS/PECAD/080

en date du **12 JUIL. 2019**

portant agrément de Madame Nathalie RULIER en qualité  
de mandataire judiciaire à la protection des majeurs  
(MJPM) exerçant à titre individuel

La préfète de la Vienne,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.471-1 à L.471-9, L.472-1 à L.472-4, D. 471-1 à D.471-4, R.472-1 à R.472-3, D.472-5-2, D.472-5-3 à R.472-7 ;

**VU** le schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales arrêté le 19 janvier 2015 par la préfète de l'ex région Poitou-Charentes pour la période 2015-2019, modifié par les arrêtés du 4 novembre 2016 et du 15 novembre 2017 du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** l'arrêté n°2017/DDCS/PECAD/097 du 11 septembre 2017, portant composition de la commission départementale d'agrément des mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel, modifié par l'arrêté n°2019/DDCS/PECAD/036 du 15 mai 2019 ;

**VU** l'appel à candidatures du 24 octobre 2018 pour l'agrément de mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne du 2 novembre 2018 ;

**VU** le dossier présenté par Madame Nathalie RULIER conformément aux dispositions de l'article D.472-5-2 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté n°2019/DDCS/PECAD/034 du 16 avril 2019 établissant la liste des candidatures recevables suite à l'appel à candidatures du 24 octobre 2018 susvisé ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale d'agrément réunie le 25 juin 2019 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2019/DDCS/PECAD/073 du 9 juillet 2019 établissant le classement et la sélection des candidats auditionnés par la commission départementale d'agrément susvisée ;

**VU** l'avis du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Poitiers en date du 1<sup>er</sup> juillet 2019 ;

1/3

## ARRÊTE

**Article 1 :** Madame Nathalie RULIER est agréée en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, pour exercer à titre individuel les mesures de protection des majeurs ordonnées par l'autorité judiciaire au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le département de la Vienne.

L'agrément vaut inscription sur la liste départementale des mandataires judiciaires à la protection des majeurs.

**Article 2 :** Madame Nathalie RULIER exercera ses fonctions à temps complet sans l'assistance d'aucun collaborateur.

**Article 3 :** Dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'agrément, Madame Nathalie RULIER transmettra au représentant de l'Etat dans le département (à l'adresse de la DDCS) les pièces suivantes :

- ✓ la copie du contrat d'assurance en responsabilité civile ;
- ✓ l'attestation de déclaration d'activité ou d'immatriculation ;
- ✓ le courrier par lequel elle a informé son employeur de son agrément en qualité de mandataire exerçant à titre individuel.

**Article 4 :** Dans le délai de trois mois à compter de la notification de l'agrément, Madame Nathalie RULIER transmettra au représentant de l'Etat dans le département (à l'adresse de la DDCS) les pièces suivantes :

- ✓ la notice d'information et un modèle de document individuel de protection des majeurs ;
- ✓ l'attestation de déclaration auprès de la commission nationale informatique et libertés (dans l'attente de la production de référentiels RGPD).

**Article 5 :** Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs demande un nouvel agrément dans le cadre de la procédure d'appel à candidature prévue à l'article L. 472-1-1 lorsqu'il souhaite se voir confier par le juge des tutelles une catégorie de mesures de protection des majeurs non couverte par l'agrément.

**Article 6 :** Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs demande un nouvel agrément hors du cadre de la procédure d'appel à candidature :

- ✓ lorsqu'il souhaite modifier la nature et la consistance des garanties contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en raison des dommages subis par les personnes protégées ;
- ✓ lorsqu'il souhaite modifier les moyens matériels ou humains prévus pour l'activité, pour l'accueil et les échanges entre le mandataire et la personne protégée ou pour les déplacements et que ces modifications sont de nature à affecter de manière substantielle la qualité, la continuité ou la proximité de la prise en charge ou de l'accompagnement ;
- ✓ lorsqu'il souhaite changer de lieu d'activité professionnelle ou de domicile et, que ces changements sont de nature à affecter de manière substantielle la qualité, la continuité ou la proximité de la prise en charge ou de l'accompagnement.

2/3

**Article 7 :** Dans le délai d'un mois à compter de la signature de l'acte en cause, le mandataire transmet au représentant de l'Etat dans le département (à l'adresse de la DDCS) les pièces suivantes :

- ✓ la copie du contrat de travail du ou des secrétaires spécialisés ;
- ✓ la copie de l'acte de propriété ou du bail pour ses locaux professionnels.

**Article 8 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la Vienne, soit hiérarchique auprès du ministre en charge des affaires sociales dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Poitiers, également dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de ce délai valant rejet implicite.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 :** Le secrétaire général de la préfecture du département de la Vienne et la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Nathalie RULIER et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Vienne.

Fait à Poitiers, le 2 JUIL. 2019

La Préfète,  
Isabelle DILHAC







DDCS86

86-2019-07-12-012

Arrêté 081 portant agrément de Madame Marie THILLET  
en qualité de mandataire judiciaire à la protection des  
majeurs (MJPM) exerçant à titre individuel



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA COHÉSION SOCIALE**  
**PÔLE ÉGALITÉ DES CHANCES ET ACCÈS AUX  
DROITS**

**ARRÊTÉ n° 2019/DDCS/PECAD/081**

en date du **12 JUIL. 2019**

portant agrément de Madame Marie THILLET en qualité  
de mandataire judiciaire à la protection des majeurs  
(MJPM) exerçant à titre individuel

La préfète de la Vienne,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.471-1 à L.471-9, L.472-1 à L.472-4, D. 471-1 à D.471-4, R.472-1 à R.472-3, D.472-5-2, D.472-5-3 à R.472-7 ;

**VU** le schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales arrêté le 19 janvier 2015 par la préfète de l'ex région Poitou-Charentes pour la période 2015-2019, modifié par les arrêtés du 4 novembre 2016 et du 15 novembre 2017 du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** l'arrêté n°2017/DDCS/PECAD/097 du 11 septembre 2017, portant composition de la commission départementale d'agrément des mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel, modifié par l'arrêté n°2019/DDCS/PECAD/036 du 15 mai 2019 ;

**VU** l'appel à candidatures du 24 octobre 2018 pour l'agrément de mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne du 2 novembre 2018 ;

**VU** le dossier présenté par Madame Marie THILLET conformément aux dispositions de l'article D.472-5-2 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté n°2019/DDCS/PECAD/034 du 16 avril 2019 établissant la liste des candidatures recevables suite à l'appel à candidatures du 24 octobre 2018 susvisé ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale d'agrément réunie le 25 juin 2019 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2019/DDCS/PECAD/073 du 9 juillet 2019 établissant le classement et la sélection des candidats auditionnés par la commission départementale d'agrément susvisée ;

**VU** l'avis du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Poitiers en date du 1<sup>er</sup> juillet 2019 ;

1/3

## ARRÊTE

**Article 1 :** Madame Marie THILLET est agréée en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, pour exercer à titre individuel les mesures de protection des majeurs ordonnées par l'autorité judiciaire au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le département de la Vienne.

L'agrément vaut inscription sur la liste départementale des mandataires judiciaires à la protection des majeurs.

**Article 2 :** Madame Marie THILLET exercera ses fonctions à temps complet sans l'assistance d'aucun collaborateur.

**Article 3 :** Dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'agrément, Madame Marie THILLET transmettra au représentant de l'Etat dans le département (à l'adresse de la DDCS) les pièces suivantes :

- ✓ la copie du contrat d'assurance en responsabilité civile ;
- ✓ l'attestation de déclaration d'activité ou d'immatriculation ;
- ✓ le courrier par lequel elle a informé son employeur de son agrément en qualité de mandataire exerçant à titre individuel.

**Article 4 :** Dans le délai de trois mois à compter de la notification de l'agrément, Madame Marie THILLET transmettra au représentant de l'Etat dans le département (à l'adresse de la DDCS) les pièces suivantes :

- ✓ la notice d'information et un modèle de document individuel de protection des majeurs ;
- ✓ l'attestation de déclaration auprès de la commission nationale informatique et libertés (dans l'attente de la production de référentiels RGPD).

**Article 5 :** Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs demande un nouvel agrément dans le cadre de la procédure d'appel à candidature prévue à l'article L. 472-1-1 lorsqu'il souhaite se voir confier par le juge des tutelles une catégorie de mesures de protection des majeurs non couverte par l'agrément.

**Article 6 :** Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs demande un nouvel agrément hors du cadre de la procédure d'appel à candidature :

- ✓ lorsqu'il souhaite modifier la nature et la consistance des garanties contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en raison des dommages subis par les personnes protégées ;
- ✓ lorsqu'il souhaite modifier les moyens matériels ou humains prévus pour l'activité, pour l'accueil et les échanges entre le mandataire et la personne protégée ou pour les déplacements et que ces modifications sont de nature à affecter de manière substantielle la qualité, la continuité ou la proximité de la prise en charge ou de l'accompagnement ;
- ✓ lorsqu'il souhaite changer de lieu d'activité professionnelle ou de domicile et, que ces changements sont de nature à affecter de manière substantielle la qualité, la continuité ou la proximité de la prise en charge ou de l'accompagnement.

**Article 7 :** Dans le délai d'un mois à compter de la signature de l'acte en cause, le mandataire transmet au représentant de l'Etat dans le département (à l'adresse de la DDCS) les pièces suivantes :

- ✓ la copie du contrat de travail du ou des secrétaires spécialisés ;
- ✓ la copie de l'acte de propriété ou du bail pour ses locaux professionnels.

**Article 8 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la Vienne, soit hiérarchique auprès du ministre en charge des affaires sociales dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Poitiers, également dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de ce délai valant rejet implicite.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 :** Le secrétaire général de la préfecture du département de la Vienne et la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Marie THILLET et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Vienne.

Fait à Poitiers, le 12 JUL. 2019

La Préfète,  
Isabelle DILHAC





Direction départementale des territoires

86-2019-07-16-001

**ARRETE N° 2019-DDT-379 autorisant Madame RENOU  
Judith à installer l’enseigne située 6 rue de la Libération  
sur la commune de Rouillé**

## PRÉFÈTE DE LA VIENNE

### ARRETE N° 2019-DDT-379

**Direction Départementale des Territoires  
de la Vienne**

Autorisant Madame RENOU Judith à installer  
l'enseigne située 6 rue de la Libération sur la  
commune de Rouillé

La Préfète de la Vienne  
Officier de La Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L581-3, L581-8, L581-18, L581-21, R581-9 à R581-21 et R581-58 à R581-65 ;

VU le décret du 09 août 2017 du président de la république nommant Madame Isabelle DILHAC, Préfète de la Vienne ;

VU l'arrêté N°2018-SG-DCPPAT-017 du 27 avril 2018 donnant délégation de signature à Monsieur Eric SIGALAS, Directeur Départemental des Territoires de la Vienne ;

VU la décision N° 2019-DDT-10 du 7 mars 2019 donnant délégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires de la Vienne ;

VU la demande d'autorisation préalable N°AP-086-213-19-0034 déposée par Madame RENOU Judith pour l'installation d'une enseigne située 6 rue de la Libération à Rouillé (86480), reçue le 24 mai 2019, complétée le 1 juillet 2019 ;

VU l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France ;

**CONSIDÉRANT** que l'immeuble concerné par ce projet d'enseignes est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité des monuments historiques suivants : l'Église de Rouillé et le Temple Protestant ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L581-18 du code de l'environnement, l'installation d'enseigne (s) est soumise à autorisation préalable et qu'en application de l'article R581-16 du même code, l'autorisation préalable est délivrée après avis de l'architecte des Bâtiments de France ;

**CONSIDÉRANT** que le projet répond, par ailleurs, aux dispositions des articles R581-58 à R581-65 du code de l'environnement.

## ARRÊTE

### Article 1 :

L'autorisation est **ACCORDÉE** pour le projet décrit dans la demande susvisée **SOUS RÉSERVE** que :

- l'enseigne doit être maintenue en bon état de propreté, d'entretien et de fonctionnement ;
- l'enseigne doit être supprimée trois mois après la cessation d'activité par la personne exerçant l'activité qu'elle signale.

### Article 2 :

Le présent arrêté est notifié sous pli recommandé avec accusé de réception à Madame RENOU Judith au 50 Grand Rue à Valence-en-Poitou (86700).

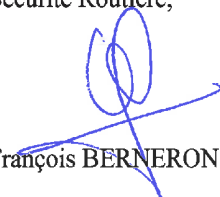
*Une copie du présent arrêté sera adressée à la Mairie de Rouillé.*

### Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Territoires de la Vienne, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Poitiers, le 16/07/2019

Pour la Préfète et par délégation,  
Le chef de l'unité du Cadre de Vie et de la  
Sécurité Routière,



François BERNERON

### **Information relative aux délais et voies de recours**

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Poitiers, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).



Préfecture de la Vienne

86-2019-06-28-009

Arrêté 2019/CAB/266 en date du 04/07/2019 autorisant  
l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur  
le site du débit de tabac le SNC « LE SAINT ÉLOI » 69  
route de Bonneuil Matours 86180 BUXEROLLES



## PRÉFÈTE DE LA VIENNE

N°2019/0131

Arrêté 2019/CAB/266 en date du 04/07/2019 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur le site du débit de tabac le SNC « LE SAINT ÉLOI » 69 route de Bonneuil Matours 86180 BUXEROLLES

La Préfète de la Vienne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu le décret du 9 août 2017 portant nomination de Mme Isabelle DILHAC, préfète de la Vienne ;

Vu l'arrêté n°2019-SG-DCPPAT-009 en date du 28/03/2019 donnant délégation de signature à Mme Cécile GENESTE, sous-préfète, directrice de cabinet de la Préfète de la Vienne ;

Vu la demande présentée par Monsieur Raphaël CHANTOISEAU, gérant du débit de tabac le SNC « le Saint Éloi », 69 route de Bonneuil Matours à BUXEROLLES ;

Vu le récépissé en date du 22 mai 2019 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection lors de sa séance du 18 juin 2019 ;

Vu l'avis favorable du représentant des services de police lors de son audition par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection le 18 juin 2019 ;

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

Préfecture de la Vienne- Place Aristide Briand – CS 30589 – 86021 POITIERS  
Téléphone : 05 49 55 70 00 – Télécopie : 05 49 88 25 34- Serveur vocal : 05 49 55 70 70- Courriel:pref-courrier@vienne.gouv.fr Jours et horaires d'ouverture consultables sur notre site Internet: www.vienne.gouv.fr

## ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Raphaël CHANTOISEAU, gérant du débit de tabac le SNC « le Saint Éloi » est autorisé à installer un système de vidéo-protection sur le site de son établissement sis 69 route de Bonneuil Matours à BUXEROLLES.

Ce dispositif est constitué de 6 caméras intérieures.

**Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.**

**L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Monsieur Raphaël CHANTOISEAU, gérant du débit de tabac le SNC « le Saint Éloi » 50 avenue Pierre Abelin à CHATELLERAULT.**

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue, Autres (vols, agressions) ;

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1<sup>er</sup>, par une signalétique appropriée :

-de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

-à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du code de la sécurité intérieure et du décret susvisés et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1<sup>er</sup> doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

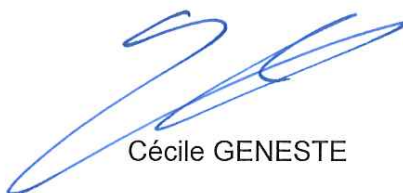
Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celles résultant de l'article 18 du décret du 14 octobre 1996 susvisé ou encore, en cas de modification des conditions, au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de POITIERS dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : La sous-préfète, directrice de Cabinet de la préfète de la Vienne et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Monsieur Raphaël CHANTOISEAU, gérant du débit de tabac le SNC « le Saint Éloi », 69 route de Bonneuil Matours à BUXEROLLES et copie transmise au maire de BUXEROLLES

Poitiers, le 04 juillet 2019,  
Pour la préfète et par délégation,  
la sous-préfète, directrice de cabinet,



Cécile GENESTE



Préfecture de la Vienne

86-2019-07-04-022

Arrêté 2019/CAB/267 en date du 04/07/2019 autorisant  
l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur  
le site de la SARL BOUCHET - Laverie Libre Service 95  
rue des Amandiers 86180 BUXEROLLES



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

N°2019/0154

Arrêté 2019/CAB/267 en date du 04/07/2019 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur le site de la SARL BOUCHET - Laverie Libre Service 95 rue des Amandiers 86180 BUXEROLLES

La Préfète de la Vienne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu le décret du 9 août 2017 portant nomination de Mme Isabelle DILHAC, préfète de la Vienne ;

Vu l'arrêté n°2019-SG-DCPPAT-009 en date du 28/03/2019 donnant délégation de signature à Mme Cécile GENESTE, sous-préfète, directrice de cabinet de la Préfète de la Vienne ;

Vu la demande présentée par Monsieur Thibault BOUCHET, gérant de la SARL BOUCHET – Laverie Libre Service, 95 rue des Amandiers à BUXEROLLES ;

Vu le récépissé en date du 07 juin 2019 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection lors de sa séance du 18 juin 2019 ;

Vu l'avis favorable du représentant des services de police lors de son audition par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection le 18 juin 2019 ;

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

## ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Thibault BOUCHET, gérant de la SARL BOUCHET – Laverie Libre Service est autorisé à installer un système de vidéo-protection sur le site de son établissement sis 95 rue des Amandiers à BUXEROLLES.

Ce dispositif est constitué de 2 caméras intérieures.

**Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.**

**L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Monsieur Thibault BOUCHET, gérant de la SARL BOUCHET - Laverie Libre Service 95 rue des Amandiers à BUXEROLLES.**

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante :

Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens ;

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 20 jours.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1<sup>er</sup>, par une signalétique appropriée :

-de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

-à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du code de la sécurité intérieure et du décret susvisés et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1<sup>er</sup> doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

Préfecture de la Vienne- Place Aristide Briand – CS 30589 – 86021 POITIERS  
Téléphone : 05 49 55 70 00 – Télécopie : 05 49 88 25 34- Serveur vocal : 05 49 55 70 70- Courriel:pref-courrier@vienne.gouv.fr Jours et horaires d'ouverture consultables sur notre site Internet: www.vienne.gouv.fr



Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celles résultant de l'article 18 du décret du 14 octobre 1996 susvisé ou encore, en cas de modification des conditions, au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de POITIERS dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : La sous-préfète, directrice de Cabinet de la préfète de la Vienne et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Monsieur Thibault BOUCHET, gérant de la SARL BOUCHET – Laverie Libre Service, 95 rue des Amandiers à BUXEROLLES et copie transmise au maire de BUXEROLLES.

Poitiers, le 04 juillet 2019,  
Pour la préfète et par délégation,  
la sous-préfète, directrice de cabinet,



Cécile GENESTE



Préfecture de la Vienne

86-2019-07-04-023

Arrêté 2019/CAB/268 en date du 04/07/2019 autorisant  
l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur  
le site de la SARL PSI-CH - DOMINO'S PIZZA 55  
avenue du Président WILSON 86100 CHATELLERAULT



## PRÉFÈTE DE LA VIENNE

N°2019/0103

Arrêté 2019/CAB/268 en date du 04/07/2019 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur le site de la SARL PSI-CH - DOMINO'S PIZZA 55 avenue du Président WILSON 86100 CHATELLERAULT

La Préfète de la Vienne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu le décret du 9 août 2017 portant nomination de Mme Isabelle DILHAC, préfète de la Vienne ;

Vu l'arrêté n°2019-SG-DCPPAT-009 en date du 28/03/2019 donnant délégation de signature à Mme Cécile GENESTE, sous-préfète, directrice de cabinet de la Préfète de la Vienne ;

Vu la demande présentée par Monsieur Charles PALADINO, gérant de la SARL PSI-CH DOMINO'S PIZZA, 55 avenue du président WILSON à CHATELLERAULT ;

Vu le récépissé en date du 20 mai 2019 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection lors de sa séance du 18 juin 2019 ;

Vu l'avis favorable du représentant des services de police lors de son audition par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection le 18 juin 2019 ;

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

## ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Charles PALADINO, gérant de la SARL PSI-CH DOMINO'S PIZZA est autorisé à installer un système de vidéo-protection sur le site de son établissement sis 55 avenue du président WILSON à CHATELLERAULT.

Ce dispositif est constitué de 2 caméras intérieures.

**Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.**

**L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Monsieur CHARLES PALADINO, gérant de la SARL PSI-CH - DOMINO'S PIZZA 55 avenue du président WILSON à CHATELLERAULT.**

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue ;

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de **10** jours.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1<sup>er</sup>, par une signalétique appropriée :

-de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

-à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du code de la sécurité intérieure et du décret susvisés et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1<sup>er</sup> doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.


Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celles résultant de l'article 18 du décret du 14 octobre 1996 susvisé ou encore, en cas de modification des conditions, au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de POITIERS dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : La sous-préfète, directrice de Cabinet de la préfète de la Vienne et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Monsieur Charles PALADINO, gérant de la SARL PSI-CH DOMINO'S PIZZA, 55 avenue du président WILSON à CHATELLERAULT et copie transmise au maire de CHATELLERAULT.

Poitiers, le 04 juillet 2019,  
Pour la préfète et par délégation,  
la sous-préfète, directrice de cabinet,



Cécile GENESTE



Préfecture de la Vienne

86-2019-07-04-021

Arrêté 2019/CAB/269 en date du 04/07/2019 autorisant  
l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur  
le site de la DSC SOFRA-BOUTIQUES 1 rue du Dr Luc  
Montagnier CS 60669 86106 CHATELLERAULT





## PRÉFÈTE DE LA VIENNE

N°2019/0129

Arrêté 2019/CAB/269 en date du 04/07/2019 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur le site de la DSC SOFRA-BOUTIQUES 1 rue du Dr Luc Montagnier CS 60669 86106 CHATELLERAULT

La Préfète de la Vienne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu le décret du 9 août 2017 portant nomination de Mme Isabelle DILHAC, préfète de la Vienne ;

Vu l'arrêté n°2019-SG-DCPPAT-009 en date du 28/03/2019 donnant délégation de signature à Mme Cécile GENESTE, sous-préfète, directrice de cabinet de la Préfète de la Vienne ;

Vu la demande présentée par Monsieur Christian VAUTRIN, directeur de la DSC SOFRA-BOUTIQUES, 1 rue du Dr Luc Montagnier CS 60669 à CHATELLERAULT ;

Vu le récépissé en date du 21 mai 2019 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection lors de sa séance du 18 juin 2019 ;

Vu l'avis favorable du représentant des services de police lors de son audition par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection le 18 juin 2019 ;

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

## ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Christian VAUTRIN, directeur de la DSC SOFRA-BOUTIQUES est autorisé à installer un système de vidéo-protection sur le site de son établissement sis 1 rue du Dr Luc Montagnier CS 60669 à CHATELLERAULT.

Ce dispositif est constitué de 2 caméras intérieures.

**Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.**

**L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Monsieur Florent VAUTRIN, responsable d'activité de la DSC SOFRA-BOUTIQUES 1 rue du Dr Luc Montagnier CS 60669 à CHATELLERAULT.**

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue ;

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de **14** jours.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1<sup>er</sup>, par une signalétique appropriée :

-de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

-à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du code de la sécurité intérieure et du décret susvisés et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1<sup>er</sup> doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.


Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celles résultant de l'article 18 du décret du 14 octobre 1996 susvisé ou encore, en cas de modification des conditions, au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de POITIERS dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : La sous-préfète, directrice de Cabinet de la préfète de la Vienne et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Monsieur Christian VAUTRIN, directeur de la DSC SOFRA-BOUTIQUES, 1 rue du Dr Luc Montagnier CS 60669 à CHATELLERAULT et copie transmise au maire de CHATELLERAULT.

Poitiers, le 04 juillet 2019,  
Pour la préfète et par délégation,  
la sous-préfète, directrice de cabinet,



Cécile GENESTE



Préfecture de la Vienne

86-2019-07-04-020

Arrêté 2019/CAB/270 en date du 04/07/2019 autorisant  
l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur  
le site de la SNC GALLAIS GUIERCHE 25 place Émile  
ZOLA 86100 CHATELLERAULT



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

N°2019/0138

Arrêté 2019/CAB/270 en date du 04/07/2019 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur le site de la SNC GALLAIS GUIERCHE 25 place Émile ZOLA 86100 CHATELLERAULT

La Préfète de la Vienne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu le décret du 9 août 2017 portant nomination de Mme Isabelle DILHAC, préfète de la Vienne ;

Vu l'arrêté n°2019-SG-DCPPAT-009 en date du 28/03/2019 donnant délégation de signature à Mme Cécile GENESTE, sous-préfète, directrice de cabinet de la Préfète de la Vienne ;

Vu la demande présentée par Madame Sandrine GUIERCHE, gérante de la SNC GALLAIS GUIERCHE, 25 place Émile ZOLA à CHATELLERAULT ;

Vu le récépissé en date du 24 mai 2019 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection lors de sa séance du 18 juin 2019 ;

Vu l'avis favorable du représentant des services de police lors de son audition par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection le 18 juin 2019 ;

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

## ARRÊTE

Article 1 : Madame Sandrine GUIERCHE, gérante de la SNC GALLAIS GUIERCHE est autorisée à installer un système de vidéo-protection sur le site de son établissement sis 25 place Émile ZOLA à CHATELLERAULT.

Ce dispositif est constitué de **5** caméras intérieures.

**Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.**

**L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Madame Sandrine GUIERCHE, gérante de la SNC GALLAIS GUIERCHE, 25 place Émile ZOLA à CHATELLERAULT.**

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante :

Prévention des atteintes aux biens ;

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de **14** jours.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1<sup>er</sup>, par une signalétique appropriée :

-de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

-à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du code de la sécurité intérieure et du décret susvisés et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1<sup>er</sup> doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celles résultant de l'article 18 du décret du 14 octobre 1996 susvisé ou encore, en cas de modification des conditions, au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de POITIERS dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : La sous-préfète, directrice de Cabinet de la préfète de la Vienne et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Madame Sandrine GUIERCHE, gérante de la SNC GALLAIS GUIERCHE, 25 place Émile ZOLA à CHATELLERAULT et copie transmise au maire de CHATELLERAULT.

Poitiers, le 04 juillet 2019,  
Pour la préfète et par délégation,  
la sous-préfète, directrice de cabinet,



Cécile GENESTE





Préfecture de la Vienne

86-2019-07-04-019

Arrêté 2019/CAB/271 en date du 04 juillet 2019 autorisant  
le renouvellement d'un système de vidéo-protection sur le  
site de EFFIA Stationnement 2 boulevard Sadi Carnot  
86100 CHATELLERAULT



## PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Arrêté 2019/CAB/271 en date du 04 juillet 2019 autorisant le renouvellement d'un système de vidéo-protection sur le site de EFFIA Stationnement 2 boulevard Sadi Carnot 86100 CHATELLERAULT

La Préfète de la Vienne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

VU le Code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu le décret du 9 août 2017 portant nomination de Mme Isabelle DILHAC, préfète de la Vienne ;

Vu l'arrêté n°2019-SG-DCPPAT-009 en date du 28/03/2019 donnant délégation de signature à Mme Cécile GENESTE, sous-préfète, directrice de cabinet de la Préfète de la Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-DRLP-B1-477 du 16 décembre 2014 portant autorisation d'un système de vidéo-protection ;

VU l'arrêté n° 2016/CAB/85 du 16 mars 2016 portant modification du système de vidéo-protection ;

VU la demande présentée par Monsieur Arnaud MENAGER, directeur régional ouest de EFFIA Stationnement, 22 avenue Marcel DASSAULT 37200 TOURS, pour son établissement sis 2 boulevard Sadi Carnot à CHATELLERAULT ;

VU le récépissé en date du 24 mai 2019,

VU l'avis favorable émis par la Commission Départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection lors de sa séance du 18 juin 2019 ;

VU l'avis favorable du représentant des services de police lors de son audition par la Commission départementale sus-citée lors de sa séance du 18 juin 2019 ;

SUR la proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne ;

## A R R Ê T E

Article 1<sup>er</sup>: Monsieur Arnaud MENAGER, directeur régional ouest de EFFIA Stationnement, 22 avenue Marcel DASSAULT 37200 TOURS est autorisé à renouveler un système de vidéo-protection sur le site EFFIA Stationnement 2 boulevard Sadi Carnot à CHATELLERAULT

Ce dispositif est constitué de 4 caméras extérieures.

**Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.**

**L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité du service clients EFFIA Stationnement 20 rue Hector Malot 75012 PARIS, pour son établissement sis 2 boulevard Sadi Carnot à CHATELLERAULT.**

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante :

Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Autres (vols et vandalisme):

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum **de 30 jours**.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

-de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

-à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du Code de la sécurité intérieure et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès .

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1er doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.253-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5, du Code de la sécurité intérieure ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : La sous-préfète, directrice de Cabinet de la préfète de la Vienne et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Monsieur Arnaud MENAGER, directeur régional ouest de EFFIA Stationnement, 22 avenue Marcel DASSAULT 37200 TOURS et copie transmise au maire de CHATELLERAULT.

Poitiers, le 04 juillet 2019,  
Pour la préfète et par délégation,  
la sous-préfète, directrice de cabinet,



Cécile GENESTE



Préfecture de la Vienne

86-2019-07-08-006

Arrêté n°2019-DCL-BER-343 en date du 8 juillet 2019  
portant création et utilisation d'une plateforme réservée aux  
montgolfières sur le territoire de la commune de  
ASNIERES-SUR-BLOUR au lieu dit "La prairie du  
château".



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFÈTE DE LA VIENNE**

Direction de la Citoyenneté et de la Légalité  
Bureau des élections et de la réglementation,  
Service de la Réglementation

Arrêté N° 2019-DCL-BER-343  
en date du 8 juillet 2019  
portant création et utilisation d'une plateforme  
réservée aux montgolfières sur le territoire de la  
commune de ASNIERES-SUR-BLOUR au lieu  
dit "La Prairie du Château".

**La Préfète de la Vienne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre National du Mérite**

- VU** le Code Frontière Schengen ;
- VU** les dispositions du code de l'aviation civile et notamment ses articles R132-1 et D132-10;
- VU** les décrets n° 57-597 et 598 du 13 mai 1957 relatifs à la circulation aérienne ;
- VU** l'arrêté interministériel du 20 février 1986 modifié par l'arrêté du 13 décembre 2005 fixant les conditions dans lesquelles les aérostats non dirigeables peuvent atterrir et décoller ailleurs que sur un aérodrome ;
- VU** les dispositions de l'arrêté interministériel du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civil en aviation générale ;
- VU** l'arrêté interministériel du 4 avril 1996 relatif aux manifestations aériennes, modifié ;
- VU** l'arrêté n° 2018-SG-DCPPAT-016 en date du 19 juin 2019 donnant délégation de signature à Monsieur Emile SOUMBO, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;
- VU** la demande adressée par Monsieur Jean-Daniel OUVRARD, gérant de la SARL "MONTGOLFIERE CENTRE ATLANTIQUE", 10 route de Châtelleraut, BESSE, 86540 THURE, et reçue dans nos services le 23 mai 2019, en vue d'obtenir la création d'une plateforme réservée aux Montgolfières à ASNIERES-SUR-BLOUR (86430) au lieu dit "La Prairie du Château" ;
- VU** l'avis favorable de la mairie de ASNIERES-SUR-BLOUR du 16 avril 2019 ;
- VU** l'avis favorable de la direction de la sécurité aéronautique d'Etat –DIRCAM-SDR CAM SUD 13661 Salon de Provence du 3 juin 2019 ;
- VU** l'avis favorable de la direction générale de l'aviation civile, direction de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest (DSAC-SO) du 5 juin 2019 ;
- VU** l'avis favorable de la direction centrale de la police aux frontières – direction zonale du Sud Ouest du 17 juin 2019 ;
- VU** l'avis favorable de la direction régionale des douanes et des droits indirects de Poitiers du 20 juin 2019 ;

Préfecture de la Vienne - Place Aristide Briand – B.P. 589 – 86021 POITIERS CEDEX  
Téléphone : 05 49 55 70 00 –Internet : [www.vienne.pref.gouv.fr](http://www.vienne.pref.gouv.fr)



VU l'avis favorable de la Sous-Préfète de Montmorillon du 21 juin 2019 ;

VU l'avis favorable du groupement de gendarmerie de la Vienne du 24 juin 2019 ;

VU l'avis favorable du service eau et biodiversité - direction départementale des territoires de la Vienne du 1er juillet 2019 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er :

**Monsieur Jean-Daniel OUVARD**, gérant de la SARL "MONTGOLFIERE CENTRE ATLANTIQUE", 10 route de Châtellerault, BESSE, 86540 THURE **est autorisé à créer et utiliser la plate-forme à usage permanent**, réservée aux montgolfières sur la parcelle cadastrée n°496, au lieu dit "La Prairie du Château", sur le territoire de la commune de ASNIERES-SUR-BLOUR .

### ARTICLE 2 :

L'utilisation de la plateforme est réservée à l'usage du titulaire de l'autorisation, ainsi qu'aux personnes autorisées par ce dernier par voie de convention ou tout autre moyen approprié. Le propriétaire du terrain devra être contacté téléphoniquement par le pilote préalablement à chaque utilisation du terrain.

L'activité envisagée sera strictement celle sollicitée et les vols se dérouleront de jour uniquement.

Un périmètre de sécurité adapté devra être mis en place conformément au plan transmis par l'organisateur.

L'avitaillement et le stockage de carburant devront être conformes à la réglementation en vigueur.

Le titulaire de l'autorisation doit assurer l'entretien de la plateforme et disposer en permanence de garanties lui permettant de faire face aux conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile.

**Le demandeur devra signaler tout changement ainsi que la cessation définitive de la plateforme à la préfecture de la Vienne, direction de citoyenneté et de la légalité - bureau des élections et de la réglementation, 7, place Aristide Briand, 86021 POITIERS Cedex**

### ARTICLE 3 :

Caractéristiques de la Plateforme:

L'aire d'envol a la forme d'un rectangle d'une surface plate herbeuse de 60 m x 70m.

Coordonnées géographiques : 46°09' 51" N - 0°48' 04" E.

#### ARTICLE 4 :

##### Prescriptions de la direction centrale de la police aux frontières – direction zonale du Sud Ouest.

Les dispositions de l'arrêté interministériel en date du 20 février 1986, fixant les conditions dans lesquelles les aérostats non dirigeables peuvent atterrir et décoller ailleurs que sur un aérodrome ainsi que la réglementation en vigueur (notamment en ce qui concerne les dispositions de l'arrêté du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation civile) devront être respectées.

Un piquet d'incendie (ou des extincteurs) sera disposé à proximité de l'aire de gonflement. Dans la perspective d'avitaillement, cette opération devra se conformer aux mesures de sécurité requises (distances minimales, apposition de panneaux d'interdiction de fumer aux abords de l'aire concernée etc...).

Les axes de départ et d'arrivée devront être entièrement dégagés et définis de telle sorte qu'ils n'entraînent aucun survol en dessous des hauteurs réglementaires d'habitations, voies de circulation ou rassemblements de toute nature.

Les documents des pilotes et des aérostats seront conformes à la réglementation en vigueur et en cours de validité.

Une signalisation adaptée sera implantée aux abords de la plateforme afin de prévenir de l'activité aérostatique sur le site.

Les évolutions entreprises devront pouvoir être déterminées en fonction de la configuration du site et d'obstacles éventuels (arbres, lignes électriques etc...), selon toutes mesures adaptées requises (positionnement de la plateforme) pour garantir les conditions de sécurité requises, en toutes circonstances.

Dans l'éventualité d'atterrissage hors d'un aérodrome ou d'une plateforme régulièrement établie, il en serait fait notification auprès de l'autorité locale civile ou militaire la plus proche (article 10 de l'arrêté du 20 février 1986).

Les dispositions du code Schengen (ouverture au trafic international) devront être respectées.

**Dans le cadre de la mise en œuvre du plan VIGIPIRATE renforcé**, la plus grande vigilance s'impose et toutes les mesures appropriées devront être prises, en conformité avec la réglementation en vigueur, aux fins d'assurer les conditions de sûreté et de sécurité nécessaires au bon déroulement des activités aéronautiques envisagées (renseignements, vérifications, contrôles, signalement de tout comportement ou activités suspects...).

Une attention particulière sera portée quant à la présence autour du site d'arbres.

Les maisons d'habitation à proximité ne seront pas survolées en dessous des hauteurs réglementaires de survol.

##### Prescriptions de la direction générale de l'aviation civile, direction de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest (DSAC-SO).

La plateforme est localisée dans le secteur d'informations de vol SIV LIMOGES, espace aérien dont le plancher est au sol et le plafond au niveau de vol 145 (Flight Level, niveau de vol, 14500 pieds).

Cet espace aérien non contrôlé de classe G, se trouve sous une zone réglementée dont le plancher est à 3 300 pieds et le plafond au niveau de vol 065 (Flight Level, niveau de vol, 6 500 pieds). Cette zone est réservée à une école de pilotage militaire, à l'entraînement aux vols sans visibilité, aux vols d'aéronefs d'Etat télépilotes, et se situe à proximité de la zone d'activités de voltige d'Availles Limouzine. Pour connaître les horaires d'activation de cette zone, il conviendra de prendre contact avec les autorités militaires.

Une attention particulière sera portée sur la proximité à une dizaine de km au Nord d'un groupe d'éoliennes pouvant dépasser les 300 pieds AGL (Above Ground Level, au-dessus du niveau de sol).

Prescriptions de la direction de la sécurité aéronautique d'Etat –DIRCAM-SDR CAM SUD.

La plateforme étant située à proximité immédiate de la zone réglementée LF-R49 A2 (3300ft AMSL/FL065) et la future LF-R49 L2 (3300ft AMSL/4000ft AMSL), gérée par l'Escadron des services de la circulation aérienne (ESCA) de la base aérienne de Cognac, les utilisateurs de celle-ci devront respecter strictement le statut de ces zones réglementées.

Prescriptions du service eau et biodiversité - direction départementale des territoires de la Vienne.

Le projet se situant dans un couloir migratoire connu de la grue cendrée, espèce protégée au titre de l'article L411-1 du Code de l'Environnement, la plateforme ne pourra pas être utilisée durant les périodes de migrations soit du 15 février au 15 mars et du 15 octobre au 15 décembre.

**ARTICLE 5 :**

**Tout incident ou accident sera signalé à la DZPAF Sud Ouest par téléphone au 05.56.47.60.81 ou par fax au 05.56.34.94.17.**

**Les agents chargés du contrôle ont libre accès à tout moment sur la plateforme et sur ses dépendances.**

**ARTICLE 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, la Sous-préfète de Montmorillon, le maire de ASNIERES-SUR-BLOUR, le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Vienne, la direction de la sécurité de l'aviation civile du sud ouest, la commissaire divisionnaire, DZPAF -zone Sud Ouest- B.P. 925, 33062 BORDEAUX Cedex, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et dont un exemplaire sera notifié à Monsieur Jean-Daniel OUVARD.

Pour la préfète et par délégation,  
le secrétaire général absent,  
la directrice de cabinet,

  
Cécile GENESTE

Préfecture de la Vienne

86-2019-07-08-005

Arrêté n°2019-DCL-BER-344 en date du 8 juillet 2019  
portant création et utilisation d'une plate-forme réservée  
aux montgolfières sur le territoire de la commune de  
Vouneuil-sur-Vienne au lieu dit "L'Ile Corbet"

**PREFÈTE DE LA VIENNE**

Direction de la Citoyenneté et de la Légalité  
Bureau des élections et de la réglementation,  
Service de la Réglementation

Arrêté N° 2019-DCL-BER-344  
en date du 8 juillet 2019  
portant création et utilisation d'une plateforme  
réservée aux montgolfières sur le territoire de la  
commune de VOUNEUIL-SUR-VIENNE au lieu  
dit "L'île Corbet".

**La Préfète de la Vienne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre National du Mérite**

**VU** le Code Frontière Schengen ;

**VU** les dispositions du code de l'aviation civile et notamment ses articles R132-1 et D132-10;

**VU** les décrets n° 57-597 et 598 du 13 mai 1957 relatifs à la circulation aérienne ;

**VU** l'arrêté interministériel du 20 février 1986 modifié par l'arrêté du 13 décembre 2005 fixant les conditions dans lesquelles les aérostats non dirigeables peuvent atterrir et décoller ailleurs que sur un aéroport ;

**VU** les dispositions de l'arrêté interministériel du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civil en aviation générale ;

**VU** l'arrêté interministériel du 4 avril 1996 relatif aux manifestations aériennes, modifié ;

**VU** l'arrêté n° 2018-SG-DCPPAT-016 en date du 19 juin 2019 donnant délégation de signature à Monsieur Emile SOUMBO, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

**VU** la demande adressée par Monsieur Jean-Daniel OUVARD, gérant de la SARL "MONTGOLFIÈRE CENTRE ATLANTIQUE", 10 route de Châtelleraut, BESSE, 86540 THURE, et reçue dans nos services le 23 mai 2019, en vue d'obtenir la création d'une plateforme réservée aux Montgolfières à VOUNEUIL-SUR-VIENNE (86430) au lieu dit "L'île Corbet" ;

**VU** l'avis favorable de la mairie de VOUNEUIL-SUR-VIENNE du 26 avril 2019 ;

**VU** l'avis favorable du Sous-préfet de Châtelleraut du 24 mai 2019 ;

**VU** l'avis favorable de la direction générale de l'aviation civile, direction de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest (DSAC-SO) du 24 mai 2019 ;

**VU** l'avis favorable du groupement de gendarmerie de la Vienne du 29 mai 2019 ;

**VU** l'avis favorable de la direction de la sécurité aéronautique d'Etat –DIRCAM-SDR CAM SUD 13661 Salon de Provence du 3 juin 2019 ;

VU l'avis favorable de la direction régionale des douanes et des droits indirects de Poitiers du 20 juin 2019 ;

VU l'avis favorable du service eau et biodiversité - direction départementale des territoires de la Vienne du 25 juin 2019 ;

VU l'avis favorable de la direction centrale de la police aux frontières – direction zonale du Sud Ouest du 1er juillet 2019 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er :

**Monsieur Jean-Daniel OUVRARD**, gérant de la SARL "MONTGOLFIÈRE CENTRE ATLANTIQUE", 10 route de Châtellerault, BESSE, 86540 THURE **est autorisé à créer et utiliser la plate-forme à usage permanent**, réservée aux montgolfières sur la parcelle cadastrée n°AW 377, au lieu dit "L'île Corbet", sur le territoire de la commune de VOUNEUIL-SUR-VIENNE .

### ARTICLE 2 :

L'utilisation de la plateforme est réservée à l'usage du titulaire de l'autorisation, ainsi qu'aux personnes autorisées par ce dernier par voie de convention ou tout autre moyen approprié. Le propriétaire du terrain devra être contacté téléphoniquement par le pilote préalablement à chaque utilisation du terrain.

L'activité envisagée sera strictement celle sollicitée et les vols se dérouleront de jour uniquement.

Un périmètre de sécurité adapté devra être mis en place conformément au plan transmis par l'organisateur.

L'avitaillement et le stockage de carburant devront être conformes à la réglementation en vigueur.

Le titulaire de l'autorisation doit assurer l'entretien de la plateforme et disposer en permanence de garanties lui permettant de faire face aux conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile.

**Le demandeur devra signaler tout changement ainsi que la cessation définitive de la plateforme à la préfecture de la Vienne, direction de citoyenneté et de la légalité - bureau des élections et de la réglementation, 7, place Aristide Briand, 86021 POITIERS Cedex**

### ARTICLE 3 :

#### Caractéristiques de la Plateforme:

L'aire d'envol a la forme d'un rectangle d'une surface plate herbeuse de 60 m x 70m.

Coordonnées géographiques : 46°43' 14" Nord - 000°32' 38" Est.

#### ARTICLE 4 :

##### Prescriptions de la direction centrale de la police aux frontières – direction zonale du Sud Ouest.

Les dispositions de l'arrêté interministériel en date du 20 février 1986, fixant les conditions dans lesquelles les aérostats non dirigeables peuvent atterrir et décoller ailleurs que sur un aérodrome ainsi que la réglementation en vigueur (notamment en ce qui concerne les dispositions de l'arrêté du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation civile) devront être respectées.

Un piquet d'incendie (ou des extincteurs) sera disposé à proximité de l'aire de gonflement. Dans la perspective d'avitaillement, cette opération devra se conformer aux mesures de sécurité requises (distances minimales, apposition de panneaux d'interdiction de fumer aux abords de l'aire concernée etc...).

Les axes de départ et d'arrivée devront être entièrement dégagés et définis de telle sorte qu'ils n'entraînent aucun survol en dessous des hauteurs réglementaires d'habitations, voies de circulation ou rassemblements de toute nature.

Les documents des pilotes et des aérostats seront conformes à la réglementation en vigueur et en cours de validité.

Une signalisation adaptée sera implantée aux abords de la plateforme afin de prévenir de l'activité aérostatique sur le site.

Les évolutions entreprises devront pouvoir être déterminées en fonction de la configuration du site et d'obstacles éventuels (arbres, lignes électriques etc...), selon toutes mesures adaptées requises (positionnement de la plateforme) pour garantir les conditions de sécurité requises, en toutes circonstances.

Dans l'éventualité d'atterrissage hors d'un aérodrome ou d'une plateforme régulièrement établie, il en serait fait notification auprès de l'autorité locale civile ou militaire la plus proche (article 10 de l'arrêté du 20 février 1986).

Les dispositions du code Schengen (ouverture au trafic international) devront être respectées.

**Dans le cadre de la mise en œuvre du plan VIGIPIRATE renforcé**, la plus grande vigilance s'impose et toutes les mesures appropriées devront être prises, en conformité avec la réglementation en vigueur, aux fins d'assurer les conditions de sûreté et de sécurité nécessaires au bon déroulement des activités aéronautiques envisagées (renseignements, vérifications, contrôles, signalement de tout comportement ou activités suspects...).

Une attention particulière sera portée quant à la présence autour du site d'arbres, de portes-projecteurs et de buts de football.

Une attention particulière sera portée quant à la présence en secteur ouest d'une ligne téléphonique ainsi que de deux voies de circulation jouxtant le terrain en secteur ouest et sud.

Aucune activité sportive ne devra se dérouler sur le terrain sollicité lors des évolutions proposées. Un protocole d'accord devra être établi avec le propriétaire de ces infrastructures sportives afin de respecter cette prescription. Lors des évolutions, aucune activité sportive ne devra se dérouler sur le second terrain sportif jouxtant le site en secteur nord-est.

La ville de Vouneuil-sur-Vienne ainsi que l'ensemble des habitations et infrastructures voisines implantées en secteur ouest, sud-ouest, sud et sud-est ne devront pas être survolées lors des évolutions. Le pilote veillera au strict respect de cette prescription en fonction des conditions

aérogiques et des caractéristiques techniques de son aéronef. Si cette prescription ne peut être respectée ou si les trajectoires d'évolution envisagées ne peuvent être entreprises en sécurité, les vols ne devront pas être réalisés.

Le terrain multisport pour enfant implanté en secteur nord-ouest ne devra pas être survolé.

Les trajectoires envisagées ne devront pas pouvoir interférer avec le trafic aérien de l'aérodrome de Châtellerault située en secteur nord du site.

Prescriptions de la direction générale de l'aviation civile, direction de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest (DSAC-SO).

La plateforme est localisée sous la TMA Poitiers 2, Région Terminale de Contrôle dont le plancher est au sol et le plafond au niveau de vol 145 (Flight Level, niveau de vol, 14500 pieds).

Cet espace aérien non contrôlé de classe G, se trouve sous une zone réglementée dont le plancher est à 2500 pieds et le plafond à 4000 pieds, espace aérien de classe E contactable sur la fréquence 134,100 MHz.

Une attention particulière sera portée sur la relative proximité à un peu plus de 5,6 km au Nord avec l'aérodrome Châtellerault Targé (LFCA), et à moins de 7,4 km de la CTR Poitiers I (Zone de contrôle) qui va du sol jusqu'à 2500 pieds.

Prescriptions de la Mairie.

Les évolutions pourront être effectuées sur le terrain en dehors de toute manifestation sportive et sur demande préalable (une semaine avant) auprès de la mairie.

Le renouvellement de l'autorisation devra être demandé chaque année auprès de la mairie, dont une copie sera transmise à la Préfecture de la Vienne.

#### **ARTICLE 5 :**

**Tout incident ou accident sera signalé à la DZPAF Sud Ouest par téléphone au 05.56.47.60.81 ou par fax au 05.56.34.94.17.**

**Les agents chargés du contrôle ont libre accès à tout moment sur la plateforme et sur ses dépendances.**

**ARTICLE 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le Sous-préfet de CHATELLERAULT, le maire de VOUNEUIL-SUR-VIENNE, le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Vienne, la direction de la sécurité de l'aviation civile du sud ouest, la commissaire divisionnaire, DZPAF -zone Sud Ouest- B.P. 925, 33062 BORDEAUX Cedex, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et dont un exemplaire sera notifié à Monsieur Jean-Daniel OUVRARD.

Pour la préfète et par délégation,  
le secrétaire général absent,  
la directrice de cabinet,

  
Cécile GENESTE



# PREFECTURE de la VIENNE

86-2019-07-16-002

Décision 2019/4 du directeur régional à POITIERS portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

POITIERS, LE 16 JUIL. 2019

*DR Poitiers*  
HOTEL DES DOUANES 32 RUE SALVADOR  
ALLENDE  
86020 POITIERS  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : ELYANBOUAI Moulay  
Téléphone : 09 70 27 51 62  
Télécopie : 05 49 42 32 29  
Mél : [dr-poitiers@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-poitiers@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2019/4 du directeur régional à POITIERS portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*CARIOU Pierre*

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
<b>MERLE BECKER Jean-Francois</b> (Poitiers POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL	0	0	100000	0	0
<b>NAVARRO Jean-Noel</b> (Poitiers PAE), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL	0	0	100000	0	0

**Annexe II à la décision n° 2019/4 du 16 juil. 2019 du directeur régional *CARIOU Pierre***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
<b>MARAND Laure</b> (Limoges bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>GREGOIRE Christophe</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>GAUTIER Florian</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>HENIAU Michele</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>BAILLY Isabelle</b> (Saintes viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>LABARRE Magali</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>CHRISTIANY Jerome</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>BRUNI Eric</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>ROUCHI Jean-Marc</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>ROLLAND David</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>BRANZI Celine</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>BOULANGUE Damien-Emmanuel</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>COTTO Raphael</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>BIGEON Francois</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>LEMAIRE Audrey</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>RODDE Emmanuelle</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>MEYNIEL Jean-Francois</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>LAUCAIGNE Patrice</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>REGNIER Philippe</b> (Gueret bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	0	50000	50000	50000	50000
<b>DOUADY Benoit</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000

<b>BENAZECH Damien</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>DANDLER Arnaud</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>MATHIEN Nathalie</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>LAFITTE Antoine</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>FAVREL Alexandre</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>CARION Thierry</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>BOITEUX Flavie</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>NAVARRO Jean-Noel</b> (Poitiers PAE), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL	100000	100000	100000	250000	250000
<b>DURAND Veronique</b> (Cognac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>VYERS Matthieu</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>GONZALEZ Sylvie</b> (Cognac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>BALTHAZAR Frederick</b> (Cognac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>SPERANZA Alexa</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>CADIS Jean-Marc</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	40000	40000	40000	40000	40000
<b>GADOULEAU Ingrid</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	40000	40000	40000	40000	40000
<b>CHIBOU Kacem</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>FILLAUDEAU Christelle</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>BASTIER Christophe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>DIDIER Nicole</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>OLLIER Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>GACHINA Anne</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>DECOUT Valerie</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>MERCIER Emmanuel</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>BORD Edouard</b> (Limoges GIR), INSPECTEUR DGDDI	0	0	0	0	0
<b>ESCOUBEYROU Luc</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>GUYOT Denys</b> (Saintes viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000

<b>POPINEAU Felix</b> (Jonzac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>RANGER Sylvie</b> (Saintes viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>PIERRE Jean-Francois</b> (La rochelle div.), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	60000	60000	60000	60000	60000
<b>THORENT Jacques</b> (Saintes viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>AUDIC Emmanuel</b> (Limoges bsi), INSPECTEUR DGDDI	40000	40000	40000	40000	40000
<b>DANIEL Estelle</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>REMAUT Bernard</b> (Cognac viti), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	0	50000	50000	50000	50000
<b>BOUISSOU Cedric</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>VALLEE Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>DUREISSEIX Jean-Louis</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>GAVA Cedric</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>BOURGOIS Joel</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>YGOUF Florence</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR DGDDI	0	40000	40000	40000	40000
<b>GEORGES Sylvie</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>CHARRIER Stevy</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>MENARD Christine</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>VALARCHER Pascale</b> (Limoges div.), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	60000	60000	60000	60000	60000
<b>BONHOMME Jean-Xavier</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>DUBOIS ELYANBOUAI Nelly</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>GALATEAU Jean-Noel</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>M'HANI Karim</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>BERTHEREAU Jerome</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>BEAULIEU Laurent</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>FUENTES Claudine</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	50000	50000	50000	50000	50000
<b>MIEZAN Benoit</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>TESSONNEAU Brigitte</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>GREGOR Myriam</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000

<b>PELLIER Laurent</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>BOUYER Sylvie</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	50000	50000	50000	50000	50000
<b>BRANZI Thomas</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>BOIROUX Fabien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>SIMON Eric</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>BARRAUD Marion</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>JOYAUX Nicolas</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>RUIS Julien</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>HUGUES Helene</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>RAT Christelle</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>CONAN Yannick</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>LAVERGNE Sandrine</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>CLEMENT Aurelie</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>VILLEMMAIN Patrice</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>DOLARD Jean-Baptiste</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>SICOT Olivier</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>FORVEILLE Emmanuel</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>RIVIERE Magali</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	50000	50000	50000	50000	50000
<b>TRAINEAU Antoine</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>LAPEYRIERE Clara</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>GOYENECHÉ Valentin</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>FOUSSE Eric</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>LEROY Cyril</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>BROUCA Pascale</b> (Cognac viti), INSPECTEUR DGDDI	0	40000	40000	40000	40000
<b>ADAMCZEWSKI Stephane</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>CHAPT Francois</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>MOUHIB Maria</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000



<b>LUCAS Christine</b> (Saintes viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>GUIBERTEAU Jerome</b> (Saintes viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>BONNINGUE Christophe</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>WRIGHT Jackson</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>CHARRIER Isabelle</b> (La rochelle div.), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	60000	60000	60000	60000	60000
<b>CAILLAUD Clement</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>CHABROUILLAUD Julien</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>BORDACHAR Eric</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	50000	50000	50000	50000	50000
<b>GHOURI Malika</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>LACOUTURE Aurelie</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>PETIT Christian</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>MELLIER Denis</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>LATMI Philippe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>JAVERLHAC Arnaud</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>SEIGNEURIN Celine</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>BRUN Jean-Jacques</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>VIRVALEIX Carole</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>VARENNE Franck</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>GARNAUD Victor</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>GARETIER Camille</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>BOUDIER Christian</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR DGDDI	40000	40000	40000	40000	40000
<b>LEPEINTRE Alain</b> (Saintes viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>VERDOUX Franck</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	50000	50000	50000	50000	50000
<b>CLEMENT Guillaume</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>MILLERET Agnes</b> (Brive bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	0	50000	50000	50000	50000
<b>CHADEFAUX Sophie</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000

<b>TERRIAC Lydie</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>AGUILLON Catherine</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>GUERILLOT Catherine</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>ROUGIER Stephane</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>LALANDE Eric</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>CHABLE Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	50000	50000	50000	50000	50000
<b>DELAMAIDE Vincent</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>BOUCAUD Cyrille</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>LEMASSON Anita</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>CUVELIER Fabrice</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>VEISSIER Dominique</b> (Saintes viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>ABDELLOU Frederic</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>DECOUT Frederic</b> (Gueret bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>MOUADDINE Mohammed</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>BLEUSET Yannick</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>VITU Guillaume</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>DOLPHIN Jean</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>MOUSSET Helene</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>MANELPHE Frederic</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	40000	40000	40000	40000	40000
<b>GAZO-DUFAU Laure</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>WEISS Josiane</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>OTTAVI Bruno</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>CENAC Joel</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>OSTOLSKI Aline</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>FEVRIER Jean-Francois</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>LEROUX Christelle</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000

<b>SMOLINSKI Francine</b> (Angouleme viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>ROTIER Cindy</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>HEURIAU Damien</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>COLLON Alain</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>ROUCHI Christel</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>BOUVET Laure</b> (Jonzac viti), INSPECTEUR DGDDI	0	40000	40000	40000	40000
<b>DONNADIEU Muriel</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>MILLET Augustin</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>BLANCO Christophe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>KRAUSS Michel</b> (Jonzac viti), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE	0	50000	50000	50000	50000
<b>CREPAIN Nathalie</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	50000	50000	50000	50000	50000
<b>LARDY Sylviane</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>GENTIL Patricia</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>DACLIN Philippe</b> (Jonzac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>CAO-CARMICHAEL DE BAIGLIE Nathalie</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	50000	50000	50000	50000	50000
<b>FOIGNIER Francois</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>MOLINS Dominique</b> (Saintes viti), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	50000	50000	50000	50000	50000
<b>VATHELET Cyril</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	0	50000	50000	50000	50000
<b>PEROCHEAU Mikael</b> (Saintes viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>CHABRAUD Nicolas</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>GIRARD Muriel</b> (Saintes viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>ROSE Laurence</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>ZANOLIN Daniel</b> (Saintes viti), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>LABETOULLE Line</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	40000	40000	40000	40000	40000
<b>LEPAGE Elisabeth</b> (Angouleme viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>AWONG MVELE Elisabeth</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	50000	50000	50000	50000	50000

<b>RINJEONNEAU Jean-Paul</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>SURAULT Willy</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>TRANCHANT Matthieu</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>JOSEPH Christophe</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>SARAZIN Christophe</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>SEASSAU Adrien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>AZOULAY-FRAVEL Anne</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>RIOUX Helene</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>BERGE Michel</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>HERTLING Corinne</b> (Saintes viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>ROUSSEAU Karine</b> (Angouleme viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>GUIGNARD Jerome</b> (Niort bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	50000	50000	50000	50000	50000
<b>VIRVALEIX Joel</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>CARRIERE Marc</b> (Angouleme viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>GABRAULT Florent</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>OUVRARD Eddy</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>LANGLOIS Jean-Michel</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>GREVE Jean-Christophe</b> (Poitiers bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	0	40000	40000	40000	40000
<b>MENARD Guillaume</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>MOUGAMADOU Alain</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>GOUX Gregoire</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>LAVENIR Caroline</b> (Brive bureau), INSPECTEUR DGDDI	0	40000	40000	40000	40000
<b>POUMEROLIE Emmanuel</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>BUTRUILLE Pascale</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>LESNE Marie-Carmen</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>MESSY Marianne</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000

<b>DAVID Karine</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>DUBREUIL Laurence</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>BRISSON Philippe</b> (Jonzac viti), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>MARTEL Guillaume</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	40000	40000	40000	40000	40000
<b>DHONDT Didier</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>MERLE BECKER Jean-Francois</b> (Poitiers POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL	100000	100000	100000	250000	250000
<b>VUILLERME-MORAU Thierry</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>MAINI Isabelle</b> (La rochelle bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	50000	50000	50000	50000	50000
<b>DESFARGES Herve</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>MARTEAU Emmanuel</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>CHOCTEAU Damien</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>BOURGOIS Carole</b> (Angouleme viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>LEMBERT Chantal</b> (Cognac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>HUMBLLOT Thierry</b> (Jonzac viti), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>RAK FRULLANI Sophie</b> (Jonzac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>VION David</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>GAILLARD Isabelle</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>GUENAUD Paul</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>NOUET Remi</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>SUDRIE Sebastien</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	0	50000	50000	50000	50000
<b>END Marie-Claire</b> (Jonzac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>VILAIN Nelida</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>END Claude</b> (Jonzac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>CAMBERLIN Frederic</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>BUFFEREAU Brigitte</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>SANCHEZ Michael</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000

<b>MOREAU Aurelien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>FOURVEL Veronique</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>ROCHE Monique</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>CHATAIN Lidwine</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	50000	50000	50000	50000	50000
<b>THOMAS Jean-Christophe</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>BROSSE Emmanuelle</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>RAK Alain</b> (Jonzac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>GADOULEAU Herve</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>LESNE Patrick</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>DUPONT Frederic</b> (Saintes viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>REUSSER Thierry</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>GUYON Victoria</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>OMBRET Regis</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000	20000	20000	20000
<b>ABADIE Nicole</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>GAY Monique</b> (Jonzac viti), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>CYBULSKI Veronique</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>MARTEAU Laurence</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>COUSTET Jean-Michel</b> (Angouleme viti), INSPECTEUR DGDDI	0	40000	40000	40000	40000
<b>LAVANDIER Catherine</b> (Cognac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	20000	20000	20000	20000
<b>GAUTIER Jimmy</b> (Angouleme viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>BONNAMANT Florence</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000	30000	30000	30000
<b>LAPEYRIERE Robert</b> (Angouleme viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>CELLAMEN Patrick</b> (Saintes viti), INSPECTEUR DGDDI	0	40000	40000	40000	40000
<b>GENOT Anne-Marie</b> (Limoges bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	50000	50000	50000	50000	50000
<b>BANCON Jacques</b> (Jonzac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	30000	30000	30000	30000
<b>BELUGEON Christophe</b> (Limoges div.), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE	60000	60000	60000	60000	60000

**Annexe III à la décision n° 2019/4 du 16 juil. 2019 du directeur régional *CARIOU Pierre***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis**

**« PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>LAVENIR Caroline</b> (Brive bureau), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>SARAZIN Christophe</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MENARD Christine</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>THORENT Jacques</b> (Saintes viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BRANZI Thomas</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BUFFEREAU Brigitte</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MOUHIB Maria</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>RAK FRULLANI Sophie</b> (Jonzac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>REMAUT Bernard</b> (Cognac viti), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GADOULEAU Ingrid</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CHABROUILLAUD Julien</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DUPONT Frederic</b> (Saintes viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LAUCAIGNE Patrice</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>VYERS Matthieu</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BERTHEREAU Jerome</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CAILLAUD Clement</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CENAC Joel</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>WEISS Josiane</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CAO-CARMICHAEL DE BAIGLIE Nathalie</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GARETIER Camille</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>OMBRET Regis</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>REGNIER Philippe</b> (Gueret bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000

<b>LESNE Patrick</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MOLINS Dominique</b> (Saintes viti), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BONHOMME Jean-Xavier</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>AUDIC Emmanuel</b> (Limoges bsi), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>POPINEAU Felix</b> (Jonzac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>END Claude</b> (Jonzac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MOUSSET Helene</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>AWONG MVELE Elisabeth</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CHOCTEAU Damien</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BALTHAZAR Frederick</b> (Cognac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>SEASSAU Adrien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>COTTO Raphael</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CONAN Yannick</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BLANCO Christophe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CHATAIN Lidwine</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>FUENTES Claudine</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DANDLER Arnaud</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>TERRIAC Lydie</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CARRIERE Marc</b> (Angouleme viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>AZOULAY-FRAVEL Anne</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>FORVEILLE Emmanuel</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GAUTIER Florian</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BRUN Jean-Jacques</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>REUSSER Thierry</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BROSSE Emmanuelle</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GREGOIRE Christophe</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GUENAUD Paul</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CLEMENT Aurelie</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000



<b>GAUTIER Jimmy</b> (Angouleme viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CHADEFAUX Sophie</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MENARD Guillaume</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BOUVET Laure</b> (Jonzac viti), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CHAPT Francois</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GUERILLOT Catherine</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>ROUCHI Christel</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DOLARD Jean-Baptiste</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>SIMON Eric</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>RIVIERE Magali</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>PEROCHEAU Mikael</b> (Saintes viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LALANDE Eric</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>FILLAUDEAU Christelle</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MELLIER Denis</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BLEUSET Yannick</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DOLPHIN Jean</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LUCAS Christine</b> (Saintes viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>ZANOLIN Daniel</b> (Saintes viti), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>ROUGIER Stephane</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DIDIER Nicole</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MILLET Augustin</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>RIOUX Helene</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GALATEAU Jean-Noel</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DUBREUIL Laurence</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>RANGER Sylvie</b> (Saintes viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>ROCHE Monique</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	8000	4000	800	8000
<b>GREGOR Myriam</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>TESSONNEAU Brigitte</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000

<b>BOUYER Sylvie</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BONNINGUE Christophe</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BUTRUILLE Pascale</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BANCON Jacques</b> (Jonzac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>VATHELET Cyril</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GAVA Cedric</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DECOUT Frederic</b> (Gueret bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DACLIN Philippe</b> (Jonzac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BARRAUD Marion</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BASTIER Christophe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CADIS Jean-Marc</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>WRIGHT Jackson</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DUREISSEIX Jean-Louis</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CARION Thierry</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GUYON Victoria</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BOUISSOU Cedric</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>ABADIE Nicole</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MARAND Laure</b> (Limoges bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MOUADDINE Mohammed</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LAPEYRIERE Clara</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>ESCOUBEYROU Luc</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MANELPHE Frederic</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>ROSE Laurence</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LEROY Cyril</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CHARRIER Stevy</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>PORTIER Aurelie</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>FEVRIER Jean-Francois</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>VERDOUX Franck</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000

<b>LEPAGE Elisabeth</b> (Angouleme viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>SICOT Olivier</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BIGEON Francois</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DANIEL Estelle</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>JOSEPH Christophe</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LEROUX Christelle</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MARTEAU Laurence</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>OUVARD Eddy</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LESNE Marie-Carmen</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BOIROUX Fabien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LEMBERT Chantal</b> (Cognac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>TRANCHANT Matthieu</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>VUILLERME-MORAUD Thierry</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BRANZI Celine</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BORDACHAR Eric</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>FAVREL Alexandre</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BEAULIEU Laurent</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>SUDRIE Sebastien</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>PELLIER Laurent</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MOREAU Aurelien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>SMOLINSKI Francine</b> (Angouleme viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>FOUSSE Eric</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GUIGNARD Jerome</b> (Niort bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	15000	7500	1500	1500
<b>MATHIEN Nathalie</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CLEMENT Guillaume</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000

<b>AGUILLON Catherine</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CHABLE Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>VARENNE Franck</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CHIBOU Kacem</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BOULANGUE Damien-Emmanuel</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BRISSON Philippe</b> (Jonzac viti), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GAZO-DUFAU Laure</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DECOUT Valerie</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LABETOULLE Line</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GIRARD Muriel</b> (Saintes viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>VIRVALEIX Joel</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DELAMAIDE Vincent</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BOURGOIS Joel</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>HUMBLLOT Thierry</b> (Jonzac viti), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>FOIGNIER Francois</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GREVE Jean-Christophe</b> (Poitiers bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GACHINA Anne</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CREPAIN Nathalie</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GENTIL Patricia</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LANGLOIS Jean-Michel</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GENOT Anne-Marie</b> (Limoges bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>M'HANI Karim</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GUIBERTEAU Jerome</b> (Saintes viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>HEURIAU Damien</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>END Marie-Claire</b> (Jonzac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>RODDE Emmanuelle</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>SURAULT Willy</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>OTTAVI Bruno</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000

<b>LAVERGNE Sandrine</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LABARRE Magali</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>POUMEROULIE Emmanuel</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>OLLIER Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BOUDIER Christian</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>FOURVEL Veronique</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DUBOIS ELYANBOUAI Nelly</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GABRAULT Florent</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>COUSTET Jean-Michel</b> (Angouleme viti), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DURAND Veronique</b> (Cognac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>HUGUES Helene</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BERGE Michel</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CHRISTIANY Jerome</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>RINJEONNEAU Jean-Paul</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>VITU Guillaume</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LARDY Sylviane</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CELLAMEN Patrick</b> (Saintes viti), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>JOYAUX Nicolas</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>RAT Christelle</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LEPEINTRE Alain</b> (Saintes viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LACOUTURE Aurelie</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>HENIAU Michele</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BONNAMANT Florence</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CHABRAUD Nicolas</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MOUGAMADOU Alain</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GONZALEZ Sylvie</b> (Cognac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>HERTLING Corinne</b> (Saintes viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000

<b>BROUCA Pascale</b> (Cognac viti), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LATMI Philippe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GHOURI Malika</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>TRAINEAU Antoine</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>JAVERLHAC Arnaud</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DONNADIEU Muriel</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>VILLEMALIN Patrice</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>PETIT Christian</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CAMBERLIN Frederic</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MAINI Isabelle</b> (La rochelle bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>VALLEE Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GADOLEAU Herve</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>YGOUF Florence</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>KRAUSS Michel</b> (Jonzac viti), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE	15000	7500	1500	15000
<b>LAPEYRIERE Robert</b> (Angouleme viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MEYNIEL Jean-Francois</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MESSY Marianne</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>ABDELLOU Frederic</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>ROTIER Cindy</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>SPERANZA Alexa</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CYBULSKI Veronique</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GAY Monique</b> (Jonzac viti), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MARTEAU Emmanuel</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MIEZAN Benoit</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>RUIS Julien</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>NOUET Remi</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>ROUCHI Jean-Marc</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BOUCAUD Cyrille</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>THOMAS Jean-Christophe</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000

<b>BENAZECH Damien</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>ADAMCZEWSKI Stephane</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DHONDT Didier</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DOUADY Benoit</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>RAK Alain</b> (Jonzac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MERCIER Emmanuel</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DAVID Karine</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GAILLARD Isabelle</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GOUX Gregoire</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>OSTOLSKI Aline</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BAILLY Isabelle</b> (Saintes viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GEORGES Sylvie</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GUYOT Denys</b> (Saintes viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GOYENECHÉ Valentin</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>COLLON Alain</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DESFARGES Herve</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LAVANDIER Catherine</b> (Cognac viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>ROLLAND David</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>VIRVALEIX Carole</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LAFITTE Antoine</b> (Cognac viti), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CUVELIER Fabrice</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LEMASSON Anita</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>VILAIN Nelida</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MILLERET Agnes</b> (Brive bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BOITEUX Flavie</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GARNAUD Victor</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	15000	7500	1500	15000

<b>SEIGNEURIN Celine</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BRUNI Eric</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>VION David</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MARTEL Guillaume</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LEMAIRE Audrey</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BOURGOIS Carole</b> (Angouleme viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>ROUSSEAU Karine</b> (Angouleme viti), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>SANCHEZ Michael</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>VEISSIER Dominique</b> (Saintes viti), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000



**Annexe IV à la décision n° 2019/4 du 16 juil. 2019 du directeur régional *CARIOU Pierre***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>CLEMENT Guillaume</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>CHADEFaux Sophie</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>DOUADY Benoit</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>CYBULSKI Veronique</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>LESNE Patrick</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>SEIGNEURIN Celine</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MOREAU Aurelien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>RIVIERE Magali</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>VALLEE Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BOIROUX Fabien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>GALATEAU Jean-Noel</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>VUILLERME-MORAUThierry</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CHIBOU Kacem</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>HUGUES Helene</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>SARAZIN Christophe</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>DAVID Karine</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>POUMEROULIE Emmanuel</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BELUGEON Christophe</b> (Limoges div.), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE	15000	25000	60000
<b>BRANZI Thomas</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>LEROY Cyril</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>DUBREUIL Laurence</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MENARD Guillaume</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MOUADDINE Mohammed</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>LACOUTURE Aurelie</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000

<b>GABRAULT Florent</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>RAT Christelle</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>FORVEILLE Emmanuel</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>CHRISTIANY Jerome</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>LARDY Sylviane</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>DECOUT Frederic</b> (Gueret bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	12500	20000	50000
<b>MILLET Augustin</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>AGUILLON Catherine</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>LATMI Philippe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>DOLARD Jean-Baptiste</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BLANCO Christophe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>TRAINEAU Antoine</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>VARENNE Franck</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>FUENTES Claudine</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>SICOT Olivier</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CHOCTEAU Damien</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>PETIT Christian</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>GARNAUD Victor</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>LANGLOIS Jean-Michel</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>ADAMCZEWSKI Stephane</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BRANZI Celine</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>GREVE Jean-Christophe</b> (Poitiers bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>VATHELET Cyril</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>LESNE Marie-Carmen</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CARION Thierry</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CHABLE Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>CHATAIN Lidwine</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>SPERANZA Alexa</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>RUIS Julien</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>GAVA Cedric</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>LEMAIRE Audrey</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000

<b>DELAMAIDE Vincent</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>DOLPHIN Jean</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>VYERS Matthieu</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>SUDRIE Sebastien</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>BORDACHAR Eric</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>VILAIN Nelida</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>DUBOIS ELYANBOUAI Nelly</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>DECOUT Valerie</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>ESCOUBEYROU Luc</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BUFFEREAU Brigitte</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>MARAND Laure</b> (Limoges bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>PIERRE Jean-Francois</b> (La rochelle div.), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	15000	25000	60000
<b>CAO-CARMICHAEL DE BAIGLIE Nathalie</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>GOUX Gregoire</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>ABDELLOU Frederic</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>MANELPHE Frederic</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>BOUYER Sylvie</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>ROUCHI Jean-Marc</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>M'HANI Karim</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CHARRIER Stevy</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>ROUGIER Stephane</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>OTTAVI Bruno</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MARTEAU Laurence</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	12500	20000	50000
<b>PELLIER Laurent</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CAMBERLIN Frederic</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>DANIEL Estelle</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>CENAC Joel</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>DIDIER Nicole</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>REGNIER Philippe</b> (Gueret bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>MILLERET Agnes</b> (Brive bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>LEROUX Christelle</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000

<b>BONNAMANT Florence</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>THOMAS Jean-Christophe</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>MAINI Isabelle</b> (La rochelle bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>CREPAIN Nathalie</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>CADIS Jean-Marc</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>MERCIER Emmanuel</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>SIMON Eric</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>GENOT Anne-Marie</b> (Limoges bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>DANDLER Arnaud</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MOUHIB Maria</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>SEASSAU Adrien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BUTRUILLE Pascale</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MARTEL Guillaume</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>WEISS Josiane</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>CUVELIER Fabrice</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BARRAUD Marion</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>SURAULT Willy</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	12500	20000	50000
<b>DESFARGES Herve</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>GAUTIER Florian</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>NAVARRO Jean-Noel</b> (Poitiers PAE), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL	137000	100000	250000
<b>GAZO-DUFAU Laure</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>ROLLAND David</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>GHOURI Malika</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>LABETOULLE Line</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>GUENAUD Paul</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>GADOULEAU Herve</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>FAVREL Alexandre</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>AUDIC Emmanuel</b> (Limoges bsi), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>TRANCHANT Matthieu</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>GOYENECHÉ Valentin</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>VITU Guillaume</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>SANCHEZ Michael</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000

<b>MOUGAMADOU Alain</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>LEMASSON Anita</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>FEVRIER Jean-Francois</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>ABADIE Nicole</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>GREGOR Myriam</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>ROUCHI Christel</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>MESSY Marianne</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>VALARCHER Pascale</b> (Limoges div.), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	15000	25000	60000
<b>FOUSSE Eric</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MATHIEN Nathalie</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BOUISSOU Cedric</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>GARETIER Camille</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>CHABRAUD Nicolas</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>FOURVEL Veronique</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MIEZAN Benoit</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BROSSE Emmanuelle</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CAILLAUD Clement</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>RINJEONNEAU Jean-Paul</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	5000	8000	20000
<b>DHONDT Didier</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>HEURIAU Damien</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BERGE Michel</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>LAVENIR Caroline</b> (Brive bureau), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>BLEUSET Yannick</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>LABARRE Magali</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>VION David</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>JAVERLHAC Arnaud</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>MARTEAU Emmanuel</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BONNINGUE Christophe</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>GADOULEAU Ingrid</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>MELLIER Denis</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>LAPEYRIERE Clara</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>WRIGHT Jackson</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>COLLON Alain</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000

<b>AWONG MVELE Elisabeth</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>DUREISSEIX Jean-Louis</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>JOSEPH Christophe</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BASTIER Christophe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	12500	20000	50000
<b>CLEMENT Aurelie</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>GUYON Victoria</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BERTHEREAU Jerome</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>CHAPT Francois</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CONAN Yannick</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>LALANDE Eric</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CHARRIER Isabelle</b> (La rochelle div.), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	15000	25000	60000
<b>DONNADIEU Muriel</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BOUCAUD Cyrille</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>RIOUX Helene</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15500	20000	50000
<b>OLLIER Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>ROCHE Monique</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BRUNI Eric</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BOITEUX Flavie</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>OMBRET Regis</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>AZOULAY-FRAVEL Anne</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>COTTO Raphael</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BOURGOIS Joel</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	5000	8000	20000
<b>MERLE BECKER Jean-Francois</b> (Poitiers POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL	137000	100000	250000
<b>NOUET Remi</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>JOYAUX Nicolas</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>FILLAUDEAU Christelle</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>LAUCAIGNE Patrice</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BIGEON Francois</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>OUVRARD Eddy</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BENAZECH Damien</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BOULANGUE Damien-Emmanuel</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>GUIGNARD Jerome</b> (Niort bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>MOUSSET Helene</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000

<b>GUERILLOT Catherine</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>CHABROUILAUD Julien</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BEAULIEU Laurent</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000

## Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>CHABRAUD Nicolas</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>REGNIER Philippe</b> (Gueret bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>LEMAIRE Audrey</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>VILLEMAIN Patrice</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>GAUTIER Florian</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>CHABROUILLAUD Julien</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CREPAIN Nathalie</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>HEURIAU Damien</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>RAT Christelle</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>RINJEONNEAU Jean-Paul</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	5000	8000	20000
<b>BONNINGUE Christophe</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>RIOUX Helene</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>DAVID Karine</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>VIRVALEIX Joel</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>NOUET Remi</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>OSTOLSKI Aline</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>VARENNE Franck</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MOUSSET Helene</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>MOREAU Aurelien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>GREVE Jean-Christophe</b> (Poitiers bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>HUGUES Helene</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>ABDELLOU Frederic</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>MARTEAU Emmanuel</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000



<b>BOIROUX Fabien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>VATHELET Cyril</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>DANIEL Estelle</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>GAZO-DUFAU Laure</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>SPERANZA Alexa</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>SICOT Olivier</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CARION Thierry</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BEAULIEU Laurent</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>SEIGNEURIN Celine</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MERLE BECKER Jean-Francois</b> (Poitiers POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL	137500	100000	250000
<b>ADAMCZEWSKI Stephane</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>ROUGIER Stephane</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>LEROUX Christelle</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CADIS Jean-Marc</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>PORTIER Aurelie</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>GENOT Anne-Marie</b> (Limoges bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>BRUNI Eric</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>LAPEYRIERE Clara</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BRANZI Thomas</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CHOCTEAU Damien</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BERTHEREAU Jerome</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>RIVIERE Magali</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>LESNE Marie-Carmen</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>ROUCHI Jean-Marc</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>DIDIER Nicole</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>PETIT Christian</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>DOUADY Benoit</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>OTTAVI Bruno</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000

<b>GALATEAU Jean-Noel</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>COTTO Raphael</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>MERCIER Emmanuel</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CLEMENT Aurelie</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CUVELIER Fabrice</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>LAVENIR Caroline</b> (Brive bureau), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>AZOULAY-FRAVEL Anne</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BTRUILLE Pascale</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>OMBRET Regis</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>DANDLER Arnaud</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>FAVREL Alexandre</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>LACOUTURE Aurelie</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>GOUX Gregoire</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BONNAMANT Florence</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BASTIER Christophe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BOITEUX Flavie</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>CHADEFAUX Sophie</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BUFFEREAU Brigitte</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>FUENTES Claudine</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>BOUSSOU Cedric</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BARRAUD Marion</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>DUREISSEIX Jean-Louis</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MOUHIB Maria</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MANELPHE Frederic</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>AUDIC Emmanuel</b> (Limoges bsi), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>MESSY Marianne</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>FEVRIER Jean-Francois</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>JOSEPH Christophe</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>DUBOIS ELYANBOUAI Nelly</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000

<b>DECOUT Frederic</b> (Gueret bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	12500	20000	50000
<b>CLEMENT Guillaume</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>VUILLERME-MORAU Thierry</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>PIERRE Jean-Francois</b> (La rochelle div.), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	15000	25000	60000
<b>TRAINEAU Antoine</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>VITU Guillaume</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>OLLIER Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>SURAUT Willy</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>GUIGNARD Jerome</b> (Niort bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>ROSE Laurence</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BLANCO Christophe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MOUGAMADOU Alain</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>LESNE Patrick</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>LARDY Sylviane</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BLEUSET Yannick</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>DONNADIEU Muriel</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>CENAC Joel</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>DECOUT Valerie</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>VALARCHER Pascale</b> (Limoges div.), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	15000	25000	60000
<b>ABADIE Nicole</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BORDACHAR Eric</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>BRANZI Celine</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BOUYER Sylvie</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>GHOURI Malika</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MARTEL Guillaume</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>DELAMAIDE Vincent</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BIGEON Francois</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MIEZAN Benoit</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>GUENAUD Paul</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MAINI Isabelle</b> (La rochelle bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>CHAPT Francois</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000

<b>LABETOULLE Line</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>CHRISTIANY Jerome</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>GADOULEAU Herve</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>GARETIER Camille</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>SIMON Eric</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>DOLARD Jean-Baptiste</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>JAVERLHAC Arnaud</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>DESFARGES Herve</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>LALANDE Eric</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CHIBOU Kacem</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BELUGEON Christophe</b> (Limoges div.), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE	15000	25000	60000
<b>COLLON Alain</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>ESCOUBEYROU Luc</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>SEASSAU Adrien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>ROUCHI Christel</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>VILAIN Nelida</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>NAVARRO Jean-Noel</b> (Poitiers PAE), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL	137500	100000	250000
<b>CHARRIER Stevy</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>PELLIER Laurent</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>ROCHE Monique</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BOULANGUE Damien-Emmanuel</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>SARAZIN Christophe</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>TRANCHANT Matthieu</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BERGE Michel</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>FORVEILLE Emmanuel</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>DOLPHIN Jean</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>POUMEROULIE Emmanuel</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>MATHIEN Nathalie</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>GREGOR Myriam</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000

<b>CHATAIN Lidwine</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>MENARD Guillaume</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>SANCHEZ Michael</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>MENARD Christine</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CAMBERLIN Frederic</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>GADOULEAU Ingrid</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>AWONG MVELE Elisabeth</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>CONAN Yannick</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CAILLAUD Clement</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>LEMASSON Anita</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BOUCAUD Cyrille</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BROSSE Emmanuelle</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BOURGOIS Joel</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>FOUSSE Eric</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MARAND Laure</b> (Limoges bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>BOUDIER Christian</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>OUVRARD Eddy</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>CHARRIER Isabelle</b> (La rochelle div.), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	15000	25000	60000
<b>CYBULSKI Veronique</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>JOYAUX Nicolas</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>SUDRIE Sebastien</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>GEORGES Sylvie</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MOUADDINE Mohammed</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>M'HANI Karim</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>GUYON Victoria</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>LANGLOIS Jean-Michel</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>CHABLE Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>MELLIER Denis</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>WRIGHT Jackson</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>CAO-CARMICHAEL DE BAIGLIE Nathalie</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>AGUILLON Catherine</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>GARNAUD Victor</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>LATMI Philippe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000

<b>THOMAS Jean-Christophe</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>MILLET Augustin</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>VYERS Matthieu</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>LAUCAIGNE Patrice</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>ROLLAND David</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>DHONDT Didier</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>GOYENECHÉ Valentin</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>FOURVEL Veronique</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>BENZAËCH Damien</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>FILLAUDEAU Christelle</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>MILLERET Agnes</b> (Brive bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>VION David</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>RODDE Emmanuelle</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>DUBREUIL Laurence</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>MARTEAU Laurence</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>VIRVALEIX Carole</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>VALLEE Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>GAVA Cedric</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>LEROY Cyril</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>RUIS Julien</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>YGOUF Florence</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>WEISS Josiane</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>LABARRE Magali</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>GABRAULT Florent</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>GUERILLOT Catherine</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000

**Annexe VI à la décision n° 2019/4 du 16 juil. 2019 du directeur régional *CARIOU Pierre***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
<b>MERLE BECKER Jean-Francois</b> (Poitiers POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL	300000	150000
<b>CHADEFAUX Sophie</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>LEMAIRE Audrey</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>BOUCAUD Cyrille</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>GABRAULT Florent</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>BARRAUD Marion</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>CHABROUILLAUD Julien</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>GHOURI Malika</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>SIMON Eric</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>CADIS Jean-Marc</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	40000	40000
<b>DUBOIS ELYANBOUAI Nelly</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>RUIS Julien</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>OSTOLSKI Aline</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>LAVENIR Caroline</b> (Brive bureau), INSPECTEUR DGDDI	40000	40000
<b>ESCOUBEYROU Luc</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>GENOT Anne-Marie</b> (Limoges bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	40000	40000
<b>BLEUSET Yannick</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>ABADIE Nicole</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>MARAND Laure</b> (Limoges bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>ROUGIER Stephane</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>GARNAUD Victor</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>CENAC Joel</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>MARTEAU Emmanuel</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>VIRVALEIX Joel</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>MOREAU Aurelien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>VALARCHER Pascale</b> (Limoges div.), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	50000	50000
<b>ROCHE Monique</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>DESFARGES Herve</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>VARENNE Franck</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>BERTHEREAU Jerome</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>LABETOULLE Line</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	40000	40000
<b>RINJEONNEAU Jean-Paul</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	20000	20000

<b>LEROY Cyril</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>MILLERET Agnes</b> (Brive bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	40000	40000
<b>ROLLAND David</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>MELLIER Denis</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>WRIGHT Jackson</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>BOUYER Sylvie</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	40000	40000
<b>MILLET Augustin</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>RAT Christelle</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>M'HANI Karim</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>VYERS Matthieu</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>TRANCHANT Matthieu</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>BOIROUX Fabien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>MESSY Marianne</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>GEORGES Sylvie</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>LANGLOIS Jean-Michel</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>VILLEMAIN Patrice</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>VION David</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>CREPAIN Nathalie</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	40000	40000
<b>LEMASSON Anita</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>DECOUT Valerie</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>BOUSSOU Cedric</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>PETIT Christian</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>OUVRARD Eddy</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>BIGEON Francois</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>DOLPHIN Jean</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>GALATEAU Jean-Noel</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>VIRVALEIX Carole</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>MOUSSET Helene</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>THOMAS Jean-Christophe</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>CHARRIER Isabelle</b> (La rochelle div.), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	50000	50000
<b>LEROUX Christelle</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>FOURVEL Veronique</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>GADOULEAU Ingrid</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	40000	40000
<b>FAVREL Alexandre</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>CAO-CARMICHAEL DE BAIGLIE Nathalie</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	40000	40000
<b>FEVRIER Jean-Francois</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>NAVARRO Jean-Noel</b> (Poitiers PAE), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL	300000	150000
<b>LATMI Philippe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>FUENTES Claudine</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	40000	40000
<b>LAUCAIGNE Patrice</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000



<b>LAPEYRIERE Clara</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>MANELPHE Frederic</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	40000	40000
<b>CAILLAUD Clement</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>AGUILLON Catherine</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>HEURIAU Damien</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>MOUHIB Maria</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>DOUADY Benoit</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>CLEMENT Aurelie</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>GREGOR Myriam</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>ABDELLOU Frederic</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>BERGE Michel</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>COTTO Raphael</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>FORVEILLE Emmanuel</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>MATHIEN Nathalie</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>LALANDE Eric</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>CHARRIER Stevy</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>VITU Guillaume</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>BRANZI Thomas</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>GARETIER Camille</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>RIVIERE Magali</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	40000	40000
<b>NOUET Remi</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>BONNAMANT Florence</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>VUILLERME-MORAUD Thierry</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>MIEZAN Benoit</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>BENAZECH Damien</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>WEISS Josiane</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>LESNE Marie-Carmen</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>TRAINEAU Antoine</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>GUYON Victoria</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>MARTEAU Laurence</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>SANCHEZ Michael</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>BUTRUILLE Pascale</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>JOYAUX Nicolas</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>BORDACHAR Eric</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	40000	40000
<b>CAMBERLIN Frederic</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>CUVELIER Fabrice</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>MOUGAMADOU Alain</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>BROSSE Emmanuelle</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>DONNADIEU Muriel</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>OMBRET Regis</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>VALLEE Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>SPERANZA Alexa</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000

<b>PELLIER Laurent</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>ROUCHI Jean-Marc</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>BELUGEON Christophe</b> (Limoges div.), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE	50000	50000
<b>DANIEL Estelle</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>HUGUES Helene</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>BASTIER Christophe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>SARAZIN Christophe</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>CHABLE Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	40000	40000
<b>DANDLER Arnaud</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>DOLARD Jean-Baptiste</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>MOUADDINE Mohammed</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>BRUNI Eric</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>GUIGNARD Jerome</b> (Niort bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	40000	40000
<b>RIOUX Helene</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>COLLON Alain</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>ROSE Laurence</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>JAVERLHAC Arnaud</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>CYBULSKI Veronique</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>MENARD Guillaume</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>CHABRAUD Nicolas</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>MERCIER Emmanuel</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>DIDIER Nicole</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>DUBREUIL Laurence</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>SICOT Olivier</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>BLANCO Christophe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>GOYENECHÉ Valentin</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>CLEMENT Guillaume</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>BUFFEREAU Brigitte</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>BOURGOIS Joel</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	20000	20000
<b>LARDY Sylviane</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>CHRISTIANY Jerome</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>BONNINGUE Christophe</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>GREVE Jean-Christophe</b> (Poitiers bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	40000	40000
<b>BOITEUX Flavie</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>ROUCHI Christel</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>VATHELET Cyril</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	40000	40000
<b>GOUX Gregoire</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>SURAUULT Willy</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>BRANZI Celine</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>VILAIN Nelida</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>DHONDT Didier</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000

<b>CONAN Yannick</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>CHAPT Francois</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>CHIBOU Kacem</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>GAUTIER Florian</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>PIERRE Jean-Francois</b> (La rochelle div.), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	50000	50000
<b>ADAMCZEWSKI Stephane</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>DELAMAIDE Vincent</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>MAINI Isabelle</b> (La rochelle bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	40000	40000
<b>DAVID Karine</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>FILLAUDEAU Christelle</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>GAVA Cedric</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>DECOUT Frederic</b> (Gueret bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>JOSEPH Christophe</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>BOULANGUE Damien-Emmanuel</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>FOUSSE Eric</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>AZOULAY-FRAVEL Anne</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>REGNIER Philippe</b> (Gueret bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	40000	40000
<b>CARION Thierry</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>POUMEROULIE Emmanuel</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>LABARRE Magali</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>SEASSAU Adrien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>AUDIC Emmanuel</b> (Limoges bsi), INSPECTEUR DGDDI	40000	40000
<b>GAZO-DUFAU Laure</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	30000	30000
<b>GADOULEAU Herve</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>OTTAVI Bruno</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>SEIGNEURIN Celine</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>LACOUTURE Aurelie</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>OLLIER Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>CHOCTEAU Damien</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>GUERILLOT Catherine</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	20000	20000
<b>DUREISSEIX Jean-Louis</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>AWONG MVELE Elisabeth</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	40000	40000
<b>GUENAUD Paul</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	30000	30000
<b>BEAULIEU Laurent</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	20000	20000
<b>SUDRIE Sebastien</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	40000	40000
<b>MARTEL Guillaume</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	40000	40000
<b>LESNE Patrick</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	30000	30000
<b>CHATAIN Lidwine</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	40000	40000

**Annexe VII à la décision n° 2019/4 du 16 juil. 2019 du directeur régional *CARIOU Pierre***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>SUDRIE Sebastien</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>SICOT Olivier</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BOULANGUE Damien-Emmanuel</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>FAVREL Alexandre</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GARETIER Camille</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>FUENTES Claudine</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BARRAUD Marion</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHADEFAUX Sophie</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>MOUGAMADOU Alain</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>GREVE Jean-Christophe</b> (Poitiers bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CLEMENT Guillaume</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>LEROUX Christelle</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>JOSEPH Christophe</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>THOMAS Jean-Christophe</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>FOURVEL Veronique</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MILLET Augustin</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>GUERILLOT Catherine</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>BENAZECH Damien</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>FOUSSE Eric</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MOREAU Aurelien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>YGOUF Florence</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>DUBOIS ELYANBOUAI Nelly</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BONNINGUE Christophe</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000

<b>BONNAMANT Florence</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CENAC Joel</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>AWONG MVELE Elisabeth</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CADIS Jean-Marc</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHARRIER Stevy</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>VILLEMAIN Patrice</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CONAN Yannick</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CUVELIER Fabrice</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>REGNIER Philippe</b> (Gueret bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BOUISSOU Cedric</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>RAT Christelle</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>PORTIER Aurelie</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>BOUDIER Christian</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>MOUHIB Maria</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BOURGOIS Joel</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>AZOULAY-FRAVEL Anne</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>COLLON Alain</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BRANZI Thomas</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>SIMON Eric</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GOUX Gregoire</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>HEURIAU Damien</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>VIRVALEIX Joel</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>OTTAVI Bruno</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GADOULEAU Ingrid</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>VIRVALEIX Carole</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>MELLIER Denis</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHATAIN Lidwine</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>ROUCHI Christel</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>RUIS Julien</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>PETIT Christian</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>SURAUULT Willy</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHRISTIANY Jerome</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>JAVERLHAC Arnaud</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>GEORGES Sylvie</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CARION Thierry</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CREPAIN Nathalie</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000

<b>DOUADY Benoit</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>GALATEAU Jean-Noel</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>DECOUT Valerie</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>BUFFEREAU Brigitte</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>LAPEYRIERE Clara</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MILLERET Agnes</b> (Brive bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CYBULSKI Veronique</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>ROUGIER Stephane</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>FORVEILLE Emmanuel</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>VUILLERME-MORAU Thierry</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MAINI Isabelle</b> (La rochelle bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MARTEAU Emmanuel</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>SPERANZA Alexa</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>ABADIE Nicole</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>MENARD Guillaume</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GENOT Anne-Marie</b> (Limoges bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>VITU Guillaume</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MATHIEN Nathalie</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BRUNI Eric</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CAMBERLIN Frederic</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHAPT Francois</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MANELPHE Frederic</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>LAVENIR Caroline</b> (Brive bureau), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>LESNE Patrick</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GAZO-DUFAU Laure</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>SARAZIN Christophe</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BOITEUX Flavie</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>GUENAUD Paul</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>SANCHEZ Michael</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>OLLIER Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHOCTEAU Damien</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000

<b>BERTHEREAU Jerome</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>LEMAIRE Audrey</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>DUREISSEIX Jean-Louis</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DECOUT Frederic</b> (Gueret bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DUBREUIL Laurence</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>TRAINEAU Antoine</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MOUADDINE Mohammed</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>VILAIN Nelida</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>LEMASSON Anita</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>SEIGNEURIN Celine</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GUYON Victoria</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>FILLAUDEAU Christelle</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>LESNE Marie-Carmen</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>NOUET Remi</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DANDLER Arnaud</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DONNADIEU Muriel</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>DIDIER Nicole</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>RIOUX Helene</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>VALLEE Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>ROUCHI Jean-Marc</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BLEUSET Yannick</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>WEISS Josiane</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>DOLPHIN Jean</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>POUMEROULIE Emmanuel</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>RIVIERE Magali</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GREGOR Myriam</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>GADOULEAU Herve</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BOIROUX Fabien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CAILLAUD Clement</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MOUSSET Helene</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>BRANZI Celine</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHIBOU Kacem</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000

<b>COTTO Raphael</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>RODDE Emmanuelle</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>BOUYER Sylvie</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>PELLIER Laurent</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>M'HANI Karim</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BIGEON Francois</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BLANCO Christophe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GAVA Cedric</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>WRIGHT Jackson</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHABROUILAUD Julien</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MIEZAN Benoit</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>ABDELLOU Frederic</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>DANIEL Estelle</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>LACOUTURE Aurelie</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>VYERS Matthieu</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GABRAULT Florent</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>LARDY Sylviane</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GARNAUD Victor</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>OUVRARD Eddy</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>OMBRET Regis</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>ROSE Laurence</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GAUTIER Florian</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>DHONDT Didier</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>FEVRIER Jean-Francois</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>BASTIER Christophe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>SEASSAU Adrien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>MARTEAU Laurence</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>LEROY Cyril</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GOYENECHÉ Valentin</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DAVID Karine</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>BOUCAUD Cyrille</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MARAND Laure</b> (Limoges bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>MARTEL Guillaume</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>LAUCAIGNE Patrice</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000



<b>CAO-CARMICHAEL DE BAIGLIE Nathalie</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>AUDIC Emmanuel</b> (Limoges bsi), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>LABETOULLE Line</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>RINJEONNEAU Jean-Paul</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>ROCHE Monique</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>ESCOUBEYROU Luc</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>TRANCHANT Matthieu</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>LABARRE Magali</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>LATMI Philippe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHABRAUD Nicolas</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>GHOURI Malika</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GUIGNARD Jerome</b> (Niort bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>OSTOLSKI Aline</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BEAULIEU Laurent</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>ADAMCZEWSKI Stephane</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CLEMENT Aurelie</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BERGE Michel</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>MESSY Marianne</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>LALANDE Eric</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>JOYAUX Nicolas</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BROSSE Emmanuelle</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DESFARGES Herve</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>MENARD Christine</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MERCIER Emmanuel</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>LANGLOIS Jean-Michel</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>HUGUES Helene</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>VION David</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHABLE Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DELAMAIDE Vincent</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>AGUILLON Catherine</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>DOLARD Jean-Baptiste</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000

<b>BORDACHAR Eric</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>VATHELET Cyril</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>ROLLAND David</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>VARENNE Franck</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BUTRUILLE Pascale</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000

**Annexe VIII à la décision n° 2019/4 du 16 juil. 2019 du directeur régional *CARIOU Pierre***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>AZOULAY-FRAVEL Anne</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>VILLEMAIN Patrice</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>LANGLOIS Jean-Michel</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CAMBERLIN Frederic</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MESSY Marianne</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>RAT Christelle</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>FILLAUDEAU Christelle</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>LABETOULLE Line</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>LESNE Marie-Carmen</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>OLLIER Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CYBULSKI Veronique</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MARTEAU Laurence</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GOUX Gregoire</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CLEMENT Aurelie</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>SANCHEZ Michael</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>MATHIEN Nathalie</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MELLIER Denis</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>VION David</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>YGOUF Florence</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>WEISS Josiane</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>MILLET Augustin</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>JOYAUX Nicolas</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GAVA Cedric</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>PORTIER Aurelie</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>GENOT Anne-Marie</b> (Limoges bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>TRAINEAU Antoine</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000

<b>AWONG MVELE Elisabeth</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHABRAUD Nicolas</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>SIMON Eric</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>OUVRARD Eddy</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>DHONDT Didier</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHARRIER Stevy</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BRANZI Thomas</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>OSTOLSKI Aline</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>LEROUX Christelle</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>LEROY Cyril</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BUTRUILLE Pascale</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DEFARGES Herve</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>GHOURI Malika</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BERGE Michel</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>JOSEPH Christophe</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>POUMEROULIE Emmanuel</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>LESNE Patrick</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BRANZI Celine</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>VUILLERME-MORAUD Thierry</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>SICOT Olivier</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>VIRVALEIX Carole</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>REGNIER Philippe</b> (Gueret bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BERTHEREAU Jerome</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>BIGEON Francois</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BORDACHAR Eric</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MOUHIB Maria</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>SEASSAU Adrien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CADIS Jean-Marc</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>SARAZIN Christophe</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BROSSE Emmanuelle</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GUYON Victoria</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MIEZAN Benoit</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000

<b>BENAZECH Damien</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>VATHELET Cyril</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>VARENNE Franck</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MARTEAU Emmanuel</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>MOUSSET Helene</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>DAVID Karine</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>ROCHE Monique</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MARTEL Guillaume</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>BONNAMANT Florence</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GARNAUD Victor</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>ROLLAND David</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GARETIER Camille</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>TRANCHANT Matthieu</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>MARAND Laure</b> (Limoges bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>BUFFEREAU Brigitte</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CARION Thierry</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>PELLIER Laurent</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>OTTAVI Bruno</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MANELPHE Frederic</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHATAIN Lidwine</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>WRIGHT Jackson</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DOUADY Benoit</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>LAVENIR Caroline</b> (Brive bureau), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>COLLON Alain</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>FOURVEL Veronique</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DECOUT Valerie</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>BARRAUD Marion</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>DOLARD Jean-Baptiste</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHAPT Francois</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GOYENECHÉ Valentin</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GREGOR Myriam</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CLEMENT Guillaume</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000

<b>RIOUX Helene</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MENARD Guillaume</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CAO-CARMICHAEL DE BAIGLIE Nathalie</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>ABDELLOU Frederic</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>ROUGIER Stephane</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>DECOUT Frederic</b> (Gueret bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DONNADIEU Muriel</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>FOUSSE Eric</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>LALANDE Eric</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DANIEL Estelle</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>DUREISSEIX Jean-Louis</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>VITU Guillaume</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>ADAMCZEWSKI Stephane</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>VYERS Matthieu</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>RINJEONNEAU Jean-Paul</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DELAMAIDE Vincent</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>LABARRE Magali</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>M'HANI Karim</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BLANCO Christophe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>THOMAS Jean-Christophe</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHRISTIANY Jerome</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>ESCOUBEYROU Luc</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CAILLAUD Clement</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHOCTEAU Damien</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>FUENTES Claudine</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GUENAUD Paul</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GUIGNARD Jerome</b> (Niort bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHIBOU Kacem</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GAUTIER Florian</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>FEVRIER Jean-Francois</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>BOURGOIS Joel</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000

<b>CHABLE Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>RODDE Emmanuelle</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>DOLPHIN Jean</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>MOUADDINE Mohammed</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>RUIS Julien</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>LATMI Philippe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CUVELIER Fabrice</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>SUDRIE Sebastien</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GALATEAU Jean-Noel</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>LAUCAIGNE Patrice</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>OMBRET Regis</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>VILAIN Nelida</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>ROUCHI Christel</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHABROUILAUD Julien</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>ROSE Laurence</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DUBREUIL Laurence</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BEAULIEU Laurent</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CHADEFAUX Sophie</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>BOULANGUE Damien-Emmanuel</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BONNINGUE Christophe</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>RIVIERE Magali</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BOUYER Sylvie</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>JAVERLHAC Arnaud</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>GADOULEAU Ingrid</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>MENARD Christine</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BASTIER Christophe</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BOITEUX Flavie</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>FAVREL Alexandre</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MOREAU Aurelien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>COTTO Raphael</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CENAC Joel</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000

<b>GUERILLOT Catherine</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>LACOUTURE Aurelie</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>BOUDIER Christian</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>MAINI Isabelle</b> (La rochelle bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MOUGAMADOU Alain</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>LEMASSON Anita</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GADOULEAU Herve</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>LAPEYRIERE Clara</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GREVE Jean-Christophe</b> (Poitiers bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GABRAULT Florent</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>ABADIE Nicole</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>BOIROUX Fabien</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>DUBOIS ELYANBOUAI Nelly</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>LARDY Sylviane</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>VIRVALEIX Joel</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>ROUCHI Jean-Marc</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>FORVEILLE Emmanuel</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>CONAN Yannick</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BOUCAUD Cyrille</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GAZO-DUFAU Laure</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BLEUSET Yannick</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DIDIER Nicole</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>HUGUES Helene</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>SPERANZA Alexa</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>PETIT Christian</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>MERCIER Emmanuel</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>BRUNI Eric</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>VALLEE Philippe</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>HEURIAU Damien</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>AGUILLON Catherine</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>AUDIC Emmanuel</b> (Limoges bsi), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>BOUISSOU Cedric</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>MILLERET Agnes</b> (Brive bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000



<b>CREPAIN Nathalie</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DANDLER Arnaud</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>SURAUULT Willy</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>NOUET Remi</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>LEMAIRE Audrey</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>GEORGES Sylvie</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>SEIGNEURIN Celine</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

POITIERS, LE 16 JUIL. 2019

*DR Poitiers*  
HOTEL DES DOUANES 32 RUE SALVADOR  
ALLENDE  
86020 POITIERS  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : ELYANBOUAI Moulay  
Téléphone : 09 70 27 51 62  
Télécopie : 05 49 42 32 29  
Mél : [dr-poitiers@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-poitiers@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2019/4 du directeur régional à POITIERS portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d’emploi, service ou unité d’affectation et grade figurent en annexe IV de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d’actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d’emploi, service ou unité d’affectation et grade figurent en annexe V de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d’actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d’emploi, service ou unité d’affectation et grade figurent en annexe VI de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d’actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l’obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d’emploi, service ou unité d’affectation et grade figurent en annexe VII de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d’amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d’emploi, service ou unité d’affectation et grade figurent en annexe VIII de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d’amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

### Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

#### En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2019/4 du 16 juil. 2019 du directeur régional  
CARIOU Pierre**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
---	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2019/4 du 16 juil. 2019 du directeur régional  
*CARIOU Pierre*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis**

**« PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
--	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2019/4 du 16 juil. 2019 du directeur régional  
CARIOU Pierre**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 26791</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 27131</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 35874</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 36039</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 36366</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 36849</b> (Limoges bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 37461</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 37470</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 37673</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 37678</b> (Brive bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 37732</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 37801</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 37839</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 38060</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 39006</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 39662</b> (Limoges div.), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE	15000	25000	60000
<b>Matricule 39895</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 40413</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 40535</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 40601</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 40649</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 40723</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 41035</b> (La rochelle div.), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	15000	25000	60000

<b>Matricule 41171</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 41259</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 41654</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 41876</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 42007</b> (Limoges div.), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	15000	25000	60000
<b>Matricule 42416</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 42535</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 42539</b> (La rochelle div.), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	15000	25000	60000
<b>Matricule 42541</b> (Gueret bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 42862</b> (Poitiers PAE), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL	137000	100000	250000
<b>Matricule 43289</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 43337</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 43368</b> (Gueret bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 43926</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 43932</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 44127</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 44195</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 44354</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 44379</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 44596</b> (La rochelle bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 44630</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 44784</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 44815</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 44870</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 44877</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 45166</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 45182</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 45230</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 45374</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 45392</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 45574</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 45685</b> (Niort bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000



<b>Matricule 45724</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 45767</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 45795</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 45807</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 45927</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 45973</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 46131</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 46412</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 46478</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 46530</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 46550</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 46624</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 46774</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 46856</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 46879</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 46889</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 47083</b> (Poitiers POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL	137000	100000	250000
<b>Matricule 47189</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 47197</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 47303</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 47311</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 50376</b> (Limoges bsi), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 50466</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 50562</b> (Poitiers bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 50650</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 50742</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 51164</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 51204</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 51618</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 51738</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 51869</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 51898</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 51950</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 51962</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 52031</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 52033</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 52041</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000

<b>Matricule 52043</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 52049</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 52092</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 52115</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 52312</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 52322</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 52359</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 52444</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15500	20000	50000
<b>Matricule 52469</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 52594</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 52705</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 52926</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 53146</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 53355</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 53378</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 53390</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 53452</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 53484</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 53986</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 54041</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 54070</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 54082</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 54234</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 54321</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 54362</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 54521</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 54806</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 54810</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 55114</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 55256</b> (Limoges bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 55282</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 55298</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 55300</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 55498</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000

<b>Matricule 55638</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 55716</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 55855</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 56228</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 56286</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 56484</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 56916</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 57092</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 57146</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 57404</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 57559</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 57566</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 57672</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 57722</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 57780</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 57830</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 57875</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 57904</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 57944</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 58117</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 58752</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 58805</b> (Brive bureau), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 58840</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 58854</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	12500	20000	50000
<b>Matricule 58992</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 59242</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 59360</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 59688</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 59700</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 59728</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 59766</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 59798</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 59800</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 59802</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 60036</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 60096</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 60164</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 60210</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 60409</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 60626</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 60646</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	5000	8000	20000

<b>Matricule 60694</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 61088</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 61276</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 61998</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 62242</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 62352</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 62632</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 62848</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 62972</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 63116</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 63492</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 63532</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 63704</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 63748</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 63884</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	7500	10000	30000
<b>Matricule 63906</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 63954</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 64138</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 65058</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000
<b>Matricule 65154</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	5000	8000	20000

Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2019/4 du 16 juil. 2019 du directeur régional  
CARIOU Pierre

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
--	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2019/4 du 16 juil. 2019 du directeur régional  
*CARIOU Pierre*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
--	--------------------------------	--------------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2019/4 du 16 juil. 2019 du directeur régional  
CARIOU Pierre**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 26791</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 26995</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 27131</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 35874</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 36039</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 36366</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 36849</b> (Limoges bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 37459</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 37461</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 37470</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 37673</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 37678</b> (Brive bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 37732</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 37801</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 37839</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 38060</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 39006</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 39895</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 40413</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 40535</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 40601</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 40649</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 40723</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 41171</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000

<b>Matricule 41259</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 41303</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 41543</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 41654</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 41876</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 42416</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 42535</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 42541</b> (Gueret bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 43215</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 43253</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 43289</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 43337</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 43368</b> (Gueret bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 43926</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 43932</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 44127</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 44195</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 44354</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 44379</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 44596</b> (La rochelle bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 44630</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 44784</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 44815</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 44870</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 44877</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 45158</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 45166</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 45182</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 45230</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 45374</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 45392</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 45574</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 45685</b> (Niort bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 45724</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000



<b>Matricule 45767</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 45795</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 45807</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 45927</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 45973</b> (Brive bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 46131</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 46412</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 46478</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 46530</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 46550</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 46624</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 46774</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 46856</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 46879</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 46889</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 47189</b> (Niort bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 47197</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 47303</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 47311</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 50376</b> (Limoges bsi), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 50466</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 50524</b> (Poitiers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 50562</b> (Poitiers bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 50650</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 50742</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 51164</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 51204</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 51618</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 51738</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 51869</b> (Gueret bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 51898</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 51950</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 51962</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 52031</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 52033</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 52041</b> (Niort bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 52043</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000

<b>Matricule 52049</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 52092</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 52115</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 52312</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 52322</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 52359</b> (Angouleme bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 52444</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 52469</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 52594</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 52705</b> (Poitiers SRE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 52926</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 53146</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 53355</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 53378</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 53390</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 53452</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 53484</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 53687</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 53986</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 54041</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 54070</b> (Angouleme bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 54082</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 54234</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 54321</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 54362</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 54521</b> (La rochelle pallice bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 54806</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 54810</b> (Angouleme bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 55114</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 55256</b> (Limoges bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 55282</b> (Brive bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 55298</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 55300</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 55328</b> (Poitiers bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000

<b>Matricule 55498</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 55638</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 55716</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 55855</b> (La rochelle pallice bureau), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 56228</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 56286</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 56484</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 56916</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 57092</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 57146</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 57404</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 57559</b> (La rochelle pallice bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 57566</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 57672</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 57722</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 57780</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 57830</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 57875</b> (Limoges bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 57904</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 57944</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 58117</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 58752</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 58805</b> (Brive bureau), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 58840</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 58854</b> (Poitiers SRE), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 58992</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 59242</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 59360</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 59688</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 59700</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 59728</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 59766</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 59798</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 59800</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 59802</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 59895</b> (Poitiers bureau), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 60036</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 60096</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 60164</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 60210</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 60409</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000

<b>Matricule 60626</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 60646</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 60694</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 61088</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 61276</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 61998</b> (Poitiers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 62242</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 62352</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 62632</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 62848</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 62972</b> (La rochelle bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 63116</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 63492</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 63532</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 63704</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 63748</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 63884</b> (Limoges bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 63906</b> (La rochelle bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 63954</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 64138</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 65058</b> (Limoges bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000
<b>Matricule 65154</b> (Poitiers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1500	7500	15000

Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2019/4 du 16 juil. 2019 du directeur régional  
**CARIOU Pierre**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
--	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Sous préfecture de MONTMORILLON

86-2019-07-15-002

Arrêté n° 2019/SPM/45 en date du 15 juillet 2019 portant  
modification des statuts de la Communauté de Communes  
du Civraisien en Poitou



PREFET DE LA VIENNE

Sous-Préfecture de Montmorillon

La Sous-Préfète de Montmorillon

Affaire suivie par :  
Lysiane CERIN

**ARRÊTÉ n° 2019/SPM/45 en date du 15 juillet 2019 portant modification des statuts de la Communauté de communes du Civraisien en Poitou**

---

La Préfète de la Vienne,  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové et notamment l'article 136
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5211-17, L 5214-16 et L 5214-23-1,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2016-D2/B1-006 du 25 mars 2016 portant schéma départemental de coopération intercommunale de la Vienne
- VU l'arrêté de projet de périmètre n° 2016-D2/B1-011 du 9 juin 2016 portant projet de périmètre du nouvel établissement à fiscalité propre regroupant les communes d'Anché, Asnois, Blanzay, Brion, Brux, Ceaux en Couhé, Champagné le Sec, Champagné Saint Hilaire, La Chapelle Bâton, Champniers, Charroux, Châtain, Château Garnier, Chatillon, Chaunay, Civray, Couhé, La Ferrière Airoux, Gençay, Genouillé, Joussé, Linazay, Lizant, Magné, Payré, Payroux, Romagne, Saint Gaudent, Saint Macoux, Saint Maurice la Clouère, Saint Pierre d'Exideuil, Saint Romain, Saint Saviol, Saint Secondin, Savigné, Sommières du Clain, Surin, Vaux en Couhé, Voulême et Voulon,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2016-D2/B1-039 portant création d'une nouvelle communauté de communes issue de la fusion des communautés de communes de la Région de Couhé, du Pays Gencéen et des Pays Civraisien et Charlois à compter du 1er janvier 2017,
- VU les arrêtés n° 2017/SPM/106 en date du 19 décembre 2017 et n° 2018/SPM/50 en date du 21 novembre 2018 portant modification des statuts de la Communauté de communes du Civraisien en Poitou, et l'arrêté n° 2019/SPM/01 en date du 24 janvier 2019 portant modification des membres et des délégués de la communauté de communes du Civraisien en Poitou,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2018-SG-DCPPAT-032 du 10 septembre 2018 donnant délégation de signature à Mme Laurence CARVAL, sous-préfète de Montmorillon,
- VU la délibération du conseil de la Communauté de communes du Civraisien en Poitou en date du 19 février 2019 décidant la modification des statuts,

VU les délibérations concordantes par lesquelles les conseils municipaux de

ANCHE en date du	15 avril 2019
ASNOIS en date du	9 avril 2019
BLANZAY en date du	28 mars 2019
BRION en date du	4 avril 2019
CHAMPAGNE LE SEC en date du	10 mai 2019
CHAMPAGNE SAINT HILAIRE en date du	20 mars 2019
CHAMPNIERS en date du	12 mars 2019
LA CHAPELLE BATON en date du	24 juin 2019
CHARROUX en date du	19 février 2019
CHATAIN en date du	15 mars 2019
CHATEAU GARNIER en date du	28 mars 2019
CHAUNAY en date du	25 mars 2019
CIVRAY en date du	14 mars 2019
LA FERRIERE AIROUX en date du	15 mars 2019
GENCAY en date du	28 mars 2019
GENOUILLE en date du	4 avril 2019
JOUSSE en date du	3 avril 2019
LINAZAY en date du	15 mars 2019
LIZANT en date du	11 avril 2019
MAGNE en date du	26 mars 2019
PAYROUX en date du	23 mai 2019
ROMAGNE en date du	29 mars 2019
SAINT GAUDENT en date du	16 avril 2019
SAINT MACOUX en date du	21 mars 2019
SAINT PIERRE D'EXIDEUIL en date du	21 mars 2019
SAINT ROMAIN en date du	28 mars 2019
SAINT SAVIOL en date du	21 mars 2019
SAINT SECONDIN en date du	26 avril 2019
SAVIGNE en date du	8 avril 2019
SOMMIERES DU CLAIN en date du	26 mars 2019
SURIN en date du	9 avril 2019
VALENCE-EN-POITOU en date du	28 mars 2019
VOULEME en date du	15 avril 2019

ont accepté cette modification des statuts,



VU l'absence de délibération valant approbation des communes de Brux, Saint Maurice la Clouère et Voulon,

CONSIDERANT que les conditions de majorité requises par les articles L 5211-17 et L5211-5-II du Code général des collectivités territoriales pour permettre la modification des statuts sont réunies,

### ARRÊTE

Article 1er : L'annexe de l'arrêté préfectoral n° 2018/SPM/50 en date du 21 novembre 2018 portant modification des statuts de la Communauté de communes du Civraisien en Poitou est remplacée par les nouveaux statuts annexés au présent arrêté.

Article 2 : Un exemplaire des délibérations susvisées sera annexé au présent arrêté.

Article 3 : La sous-préfète de Montmorillon, le président de la communauté de communes des Pays Civraisien et Charlois, le directeur départemental des finances publiques et les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Article 4 : En cas de contestation du présent arrêté, il est possible dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

Soit de saisir d'une requête gracieuse la sous-préfète de Montmorillon ;

Soit de former un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Territoriales – Place Beauvau – 75800 PARIS ;

Soit de saisir d'un recours contentieux le Président du Tribunal Administratif de Poitiers – sis 15 rue de Blossac – B.P. 541 – 86021 POITIERS Cedex.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique, un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers peut être formé dans les deux mois suivant la notification de rejet.

Sans réponse au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, il y a rejet implicite de la requête et le Tribunal Administratif peut être saisi dans les deux mois suivant l'expiration de ce premier délai.

Ces voies de recours n'ont pas un caractère suspensif.

**Fait à Montmorillon, le 15 juillet 2019**

**Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-préfète,**



**Laurence CARVAL**



## COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CIVRAISIEN EN POITOU

L'objet de la communauté de communes est de favoriser le développement économique de son territoire, de mettre en œuvre de manière coordonnée les infrastructures et les équipements que le conseil communautaire jugerait nécessaires, de gérer les services communs qui s'avèreraient utiles à l'exercice de ses compétences.

A ce titre, elle exerce les compétences suivantes :

### Compétences obligatoires :

#### **1 Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire :**

- schéma de cohérence territoriale (ScoT) et schéma de secteur,
- plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale.

#### **2 Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L 4251-17 :**

- création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire,
- politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire :
  - participation à des manifestations d'envergure communautaire sédentaires ou non sédentaires,
  - participation et appui à des opérations collectives conventionnées avec les partenaires pour la redynamisation, la modernisation et la revitalisation du commerce,
  - assistance à la création, au développement et à la sauvegarde des activités commerciales de proximité,
- promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme,
- zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire.

#### **3 Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dans les conditions prévues à l'article L 211-7 du code de l'environnement sur les missions 1°/2°/5° et 8°.**

#### **4 Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.**

#### **5 Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.**

### Compétences optionnelles :

La communauté est compétente pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire pour :

#### **1 La protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre des schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.**

## **2 La politique du logement et du cadre de vie :**

politique du logement social d'intérêt communautaire et actions, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées :

- opérations conventionnées avec les organismes compétents en matière d'amélioration de l'habitat,
- gestion des lotissements les champs des fossés (Genouillé), le coteau (Joussé), la croix vaillier (La Chapelle Bâton)
- programme local de l'habitat du Civraisien en Poitou.

## **3 La création, l'aménagement et l'entretien de la voirie d'intérêt communautaire :**

- nature des voies d'intérêt communautaire : l'ensemble de la voirie communale dans et hors agglomération à l'exclusion des places publiques et des chemins ruraux non revêtus,
- travaux d'intérêt communautaire : travaux sur la bande de roulement et travaux connexes indissociables comprenant les bordures et caniveaux, le dérasement, curage et ouverture des fossés à l'exclusion des revêtements de trottoirs, de la signalisation verticale, du busage de fossés, du fauchage et de l'élagage.

## **4 La construction, l'entretien et le fonctionnement des équipements sportifs d'intérêt communautaire :**

- centre aquatique ODA à Civray,
- maison de la pêche de Saint Pierre d'Exideuil,
- chemin d'eau du val de Charente,
- aire de loisirs du pré de l'aiguille à Charroux et ses équipements,
- centre d'équithérapie des Boutiers à Lizant,
- complexe sportif de Couhé (gymnase, dojo, halle de tennis, bulle multi activités, piscine estivale, terrains extérieurs de tennis et de foot),
- bassin d'initiation et gymnase du collège de Gençay.

## **5 L'action sociale d'intérêt communautaire :**

- établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de Couhé et de Chaunay,
- gestion des foyers logements pour personnes âgées de Couhé et de Chaunay,
- gestion de la maison d'accueil familial de Surin.

## **6 Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service au public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.**

## **Compétences supplémentaires :**

### **En matière de tourisme :**

L'extension, l'aménagement, l'entretien, la gestion et la promotion des équipements suivants :

- parc floral de la Belle de Magné,
- site du cormenier de Champniers,
- îles de Payré,
- site de la maison de la nature et du village de chalets de Savigné,
- site préhistorique des grottes du Chaffaud de Savigné,
- arboretum de Voulême,
- maison du Pays Charlois de Charroux,
- site de l'abbatiale de Charroux,
- abbaye de Valence à Couhé,
- aérodrome des Bernards de Couhé/Brux,
- gîte de Blanzay,
- gîte de groupe de la quincarderie à Ceaux en Couhé,
- gîte de groupe de Vaux en Couhé.

### **En matière de petite enfance, enfance, jeunesse :**

- organisation des transports scolaires des élèves à destination des écoles maternelles et primaires en convention avec le Conseil Régional,
- appui aux ULIS maternelle et primaire et RASED,
- accueil de la petite enfance (comprenant RAM et LAEP),
- accueil de loisirs sans hébergement pour le temps extrascolaire et le temps périscolaire du mercredi après-midi.

### **En matière de culture :**

L'aménagement, l'entretien, la gestion des équipements suivants :

- école de musique intercommunale « la cendille » à Gençay,
- cinéma de Civray.

### **En matière de santé :**

Construction, gestion et entretien d'équipements médicaux sociaux :

- centre de postcure de Payroux,
- maison de la santé pluridisciplinaire de Civray,
- maison médicale de Charroux.

### **En matière d'incendie :**

contingent SDIS

**En matière de soutien aux associations et de soutien aux animations culturelles, sportives et de loisirs :**

- actions sociales en faveur de l'insertion sociale et socioprofessionnelle ayant une intervention à rayonnement communautaire,
- actions en direction des associations ou organismes favorisant l'accès des jeunes à des activités sportives, culturelles ou de loisirs et/ou participant, par l'organisation d'événements et/ou manifestations à la promotion de l'image du territoire communautaire,
- actions en direction des associations ou organismes dans les domaines touristiques et pour des actions de coopération internationale en conventionnement avec le département.

**En matière d'aménagement numérique du territoire :**

- établissement et exploitation de réseaux de communications électroniques.
- numérisation du cadastre et mise à disposition d'un système d'information géographique (SIG).

A la demande de ses communes membres, la communauté de communes peut intervenir sur des opérations de maîtrise d'ouvrage déléguée, en application des dispositions législatives et réglementaires fondant la participation juridique technique et financière de l'établissement public. Cette délégation de maîtrise d'ouvrage fera l'objet d'une convention spécifique à chaque opération.